l'Opinion

Quotidien libéral // politique, économie, international

N° 2776 DATÉ DU 3 JUIN 2024
3 €

La condamnation de Donald Trump relance la campagne présidentielle

Notre cahier exclusif

THE WALL STREET JOURNAL.

Esprit européen es-tu là ? Une campagne sans âme

La campagne électorale est dans sa dernière ligne droite. Mais à moins d'une semaine d'un scrutin où jamais les enjeux continentaux n'ont été aussi nombreux, quand et où parle-t-on sérieusement d'Europe ? Une guerre féroce se livre aux portes de l'UE depuis deux ans entre un autocrate et un pays aux avant-postes du combat pour la liberté. Ce conflit devrait agir tel un électrochoc. Las, dans les sondages comme dans les débats, il a de plus en plus un effet repoussoir. Quant au conflit à Gaza, au-delà de l'émotion qu'il suscite - à raison, quel que soit son bord - personne ne nous explique le rôle que l'Europe, si silencieuse, pourrait jouer concrètement dans l'élaboration d'un plan de paix.

Cette campagne fait la part belle aux postures, aux faux-fuyants. On reste évasif. Et on se cantonne à de la « popol » nationale. Désespérant. A qui la faute ? A l'Europe, d'abord, ce grand machin désincarné inspirant au mieux de l'indifférence, au pire mépris et colère. Aucune grande voix ne sort du lot pour défendre la cause. Fin avril, dans son discours de la Sorbonne II, Emmanuel Macron a tenté de redonner une vision au projet européen. Mais en plus d'une cote de popularité au plus bas, qui le dessert, le souffle manquait de clarté.

Si cette campagne passe à côté de son sujet, c'est aussi parce que, comme en 2019, on a trop laissé les populistes en général et le RN en particulier dérouler leur narratif d'élection défouloir. Trop timides, les contre-argumentaires manquent de conviction, de mordant, voire d'envie. Mais aussi d'un esprit collectif inhérent au fonctionnement même des institutions européennes. Or, ces dernières semaines, combien de fois le très individualiste « moi, je », a-t-il été préféré au plus rassembleur « nous » qui siérait davantage en pareil cas ? Tout un symbole d'une campagne sans âme annonciatrice de sombres lendemains.

Olivier Baccuzat
@obaccuzat

A six jours des élections, le RN espère capitaliser sur la dégradation de la note française par Standard & Poor's et met la pression sur le gouvernement et la droite à l'Assemblée nationale

Macron et LR : le piège des motions de censure



KAK

Chausse-trappe

Le gouvernement ayant refusé de soumettre un projet de loi de Finances rectificatif au Parlement, **le Rassemblement national et la France insoumise ont déposé vendredi deux motions de censure qui seront débattues lundi**.

Christine Ollivier et Antoine Oberdorff

Avis de gros temps à l'Assemblée nationale. A six jours des élections européennes, le Premier ministre, Gabriel Attal, doit affronter ce lundi deux motions de censure, déposées par La France insoumise (LFI) et le Rassemblement national (RN). Celles-ci ayant peu de chances d'être adoptées, leur impact sera moins parlementaire qu'électoral. Ce débat a en effet pris des allures de piège pour le camp macroniste, déjà en grande difficulté avec un retard de plus de 16 points sur la liste de Jordan Bardella (RN), mais aussi pour la liste des Républicains conduite par François-Xavier Bellamy. Et ce, alors qu'un électeur sur trois peut encore changer d'avis d'ici à dimanche, selon un sondage Elabe pour *La Tribune dimanche* et BFMTV.

En ligne de mire des députés ce lundi : le refus de l'exécutif de soumettre au Parlement un projet de loi de Finances rectificatif malgré le dérapage des comptes publics, sanctionné vendredi par l'agence de notation américaine Standard & Poor's avec une dégradation de la note française. Malgré ce camouflet infligé à Emmanuel Macron, qui sera l'invité des JT de TF1 et France 2 jeudi soir depuis Caen, en marge des célébrations des 80 ans du Débarquement en Normandie, et à son ministre de l'Economie et des Finances, Bruno Le Maire, la macronie affichait ces dernières heures une décontraction à toute épreuve. Cette dégradation revient à « passer de 18 sur 20 à 17 sur 20 », a relativisé Gabriel Attal dimanche sur France 3. « On s'en fout complètement parce que les gens nous font confiance pour gérer l'économie. Personne n'en parle », assurait crânement une ministre en marge du meeting de la tête de liste de Renaissance, Valérie Hayer, à Aubervilliers samedi.

Le ministère des Relations avec le Parlement se disait quant à lui davantage préoccupé par l'embouteillage du calendrier engendré par le dépôt de deux motions de censure que par ses conséquences politiques. Signe tout de même d'une certaine fébrilité, Bruno Le Maire s'est multiplié tout le week-end sur le front médiatique pour minimiser la portée de la décision de Standard & Poor's, et exclure toute hausse d'impôts. Interrogé sur BFMTV sur une éventuelle désindexation des retraites par rapport à l'inflation, le ministre a temporisé : pour le budget 2025, « aucune décision », sujet sur lequel il compte travailler « avec les oppositions ».

La dégradation de la note française n'en est pas moins du pain bénit pour le RN. Marine Le Pen a donné le ton vendredi sur X, en accusant le gouvernement

●●● *Page 2*

La majorité a cinq jours pour retrouver l'entrain de 2019

La stratégie sur la guerre et la disparition de l'Europe interroge au sein de la macronie *Page 3*

Les milliards oubliés de la transition écologique

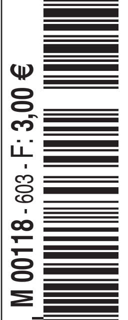
Les têtes de liste ne disent pas comment ils comptent financer la décarbonation de l'Europe *Page 5*

Des armes occidentales sur le sol russe



SIPA PRESS

Washington et Berlin autorisent l'Ukraine à utiliser leurs armes sur le territoire de la Russie. Après l'annonce similaire du président Macron, ces décisions importantes vont permettre à Kiev de contrer les attaques dans la région de Kharkiv. Mais pas au-delà… pour l'instant *Page 6*



Macron et LR : le piège des motions de censure

●●● *Suite de la page 1*
de préparer « une purge sociale et fiscale » pour redresser les comptes, et LR de cautionner « une fois encore le déficit, les impôts et la charge de la dette d'Emmanuel Macron » en refusant de censurer le gouvernement. En plus de la sienne, son groupe, a-t-elle précisé, votera la motion de censure LFI.

Matamores. L'initiative des Insoumis n'est pas exempte non plus d'arrière-pensées électorales liées à la bataille qui se joue à l'intérieur de la gauche d'ici aux européennes. Stratégiquement, le groupe LFI a ouvert sa motion de censure à la cosignature des autres groupes de gauche, ainsi qu'aux centristes du groupe Liot. Résultat : les 21 députés communistes du groupe GDR et 10 écologistes y ont répondu favorablement. En revanche, les socialistes ont annoncé qu'ils se contenteraient de voter la motion LFI. « Sans doute sont-ils mal à l'aise car le programme de cure austéritaire de Bruno Le Maire, c'est l'application des règles du Pacte de stabilité et de croissance qu'ils ont voté au niveau du Parlement européen », persifle le député LFI de Loire-Atlantique, Matthias Tavel, désigné par LFI pour défendre cette motion de censure.

Pour le coordinateur de LFI, Manuel Bompard, « cette motion aura le mérite de faire tomber les masques. Les Républicains ont joué les matamores pendant des semaines, voyons ce

« On ne votera pas maintenant, mais à l'automne oui... », indique, embarassé, un conseiller LR

qu'il en reste ». « On va pouvoir mesurer (lundi) qui sont les vrais opposants à la politique de Macron, a renchéri le député RN, Sébastien Chenu, dimanche sur France 3. Au moins, pour les électeurs, ce sera clair ».

Car c'est bien là le véritable objectif : renvoyer la droite et son candidat, François-Xavier Bellamy, dans le camp présidentiel en soulignant les ambiguïtés de LR vis-à-vis du gouvernement. « Le RN va en faire des tonnes sur le thème "vous voyez que LR ne s'oppose pas à Macron", et la liste va se prendre ça dans la gueule dans la dernière ligne droite », résume un stratège LR, résigné.

Après avoir agité la menace d'une motion de censure pendant des semaines, Les Républicains se trouvent de fait pris à leur propre jeu. Les voilà mis au défi de passer à l'acte. Or, si Eric Ciotti a fustigé sur X « la piteuse gestion des finances publiques du duo Macron/Le Maire », le président du parti donne toujours rendez-vous au


SIPA PRESS

« Le RN va en faire des tonnes sur le thème "vous voyez que LR ne s'oppose pas à **Emmanuel Macron**" », se résigne un stratège du parti de droite.

gouvernement à l'automne, lors du débat budgétaire. « On n'ouvre pas une crise institutionnelle à cinq jours d'une élection nationale pour faire un coup », plaide un conseiller LR. Mais le même le concède : « On ne votera pas la motion de censure maintenant, mais à l'automne oui... Pour les gens, c'est incompréhensible ».

Musique mortifère. Le piège est d'autant plus redoutable pour la liste LR que les rumeurs de coalition avec Emmanuel Macron ont déjà jeté le trouble dans son électorat. A droite, l'heure est à la mobilisation générale pour tuer cette petite musique mortifère. « Gérard Larcher ne veut pas Matignon », insistait-on vendredi dans l'entourage du président du Sénat. Une entente avec Emmanuel Macron ? « Jamais ! », a juré dimanche François-Xavier Bellamy sur BFMTV.

Lors de la réunion des députés LR, mardi, Eric Ciotti a appelé ses troupes à rester soudées dans la tempête. « Dans le contexte des européennes, il est essentiel d'être sur une ligne d'unité », a-t-il insisté. Les regards se sont alors tournés vers Aurélien Pradié, silencieux. Car le turbulent député du Lot hésite à mêler ses voix à celles du RN. « Cette motion de censure, c'est celle que LR n'a pas eu le courage de faire », confie-t-il, convaincu que « ce qui renforce le RN, c'est notre absence d'opposition à Macron ». S'il décidait de franchir le pas ce lundi, il emporterait avec lui moins d'une dizaine de députés LR. Pas assez pour renverser le gouvernement, mais assez pour créer une crise de plus à droite.

@Chr_Ollivier 𝕏
@A_oberdorff 𝕏

Un petit lot de consolation pour Bruno Le Maire

Après la dégradation de la note française par Standard and Poor's vendredi, Bruno Le Maire avait bien besoin de bonnes nouvelles. D'abord, une mise sous « perspective négative » de la nouvelle note, qui aurait ouvert la voie à une éventuelle nouvelle relégation, a pu être évitée. Selon nos informations, ce n'était pas gagné après le dérapage inédit du déficit 2023 à 5,5% du PIB. Il a fallu convaincre l'agence de notation...

La révision des comptes de l'Insee, qui actualise la photographie de l'économie française sur ces dernières années, grâce aux toutes dernières informations disponibles, recèle, par ailleurs, de quoi se consoler un peu. Depuis 2019, l'activité a davantage progressé que ce qui avait été constaté jusqu'à présent. La croissance a atteint 3% et pas seulement 2%, comme annoncé initialement. Un bond d'un tiers. Cette révision concerne particulièrement l'année 2020. En pleine crise Covid, le PIB a chuté de 7,6% du PIB contre une précédente estimation de 8,3%. On pourrait hausser les épaules : le passé, c'est le passé, et ça ne changera en rien la perception des Français. Sauf que cette révision à la hausse résout une partie du mystère de la baisse de la productivité du travail, et des fortes créations d'emplois observées, qui n'étaient pas jugées entièrement durables ou soutenables par les économistes.

Créations d'emplois. Depuis l'avant-Covid, en 2019, la chute de la production par tête n'est finalement pas aussi importante que ce qui avait été craint. Elle était estimée à 5%, mais en réalité, elle plafonne finalement à 3%. La valeur ajoutée générée par le secteur de l'aviation, et de la branche matériel de transport en général, a par exemple été largement révisée à la hausse. De quoi un peu mieux justifier le volume de main-d'œuvre employé pour les produire.

Le 1,231 million emplois créés depuis 2019 apparaît donc un peu moins comme une anomalie. Au premier trimestre 2024, les créations nettes d'emplois sont d'ailleurs restées encore très dynamiques. L'Insee a révisé sa précédente estimation de 50 000 à 75 000, soit une hausse de 0,3% par rapport au trimestre précédent. Des créations d'emplois, qui, depuis 2019, ont surtout profité aux seniors ainsi qu'aux jeunes.

La révision à la hausse de la croissance permet aussi de faire très légèrement baisser la dette par rapport au PIB, de 110,6% du PIB à 109,9% fin 2023. Pas tout à fait négligeable pour tenir l'objectif de 112% en 2027.

Surtout, l'acquis de croissance pour 2024 à la fin du premier trimestre, c'est-à-dire la croissance moyenne annuelle qui serait atteinte si l'économie stagnait par la suite, se hisse à 0,6% et non plus 0,5%. Car 2023 a aussi été meilleure que ce qui avait été mesuré jusqu'à présent : l'activité a finalement progressé de 1,1% alors que le gouvernement misait sur 1%, ce qui donne de l'élan pour 2024. C'est presque l'épaisseur du trait, mais cela veut aussi dire que l'économie hexagonale ne doit plus croître que de 0,25% chaque trimestre pour que le gouvernement atteigne la prévision de croissance de 1% sur laquelle il a fondé son budget 2024. Cela ne paraît pas impossible à atteindre. Qui dit plus de croissance, dit, normalement, davantage de rentrées fiscales en face des dépenses publiques...

Marc Vignaud
@mvignaud 𝕏

La campagne européenne sans prise de risque de Bardella

La foule rugit. Marine Le Pen et Jordan Bardella n'ont qu'un seul nom à prononcer pour la soulever. « Macron, démission ! » Pour leur dernier meeting de campagne tenu – chose rare – dans la capitale, les deux figures du RN ont dédié leur sermon dominical à leur meilleur adversaire : le chef de l'Etat. « Nous devons infliger à Emmanuel Macron la plus lourde défaite électorale qui soit », a martelé le candidat, quand sa patronne renommait le parti Renaissance en « Enterrement ». Un duel comme fil rouge d'une campagne voulue lisse et sans fracas. De longs mois promis à la notabilisation en vue du scrutin roi pour le RN : la présidentielle.

En privé, leur champion pour les européennes s'étonne parfois du tapis rouge que lui aurait déroulé la macronie. Avec, pour point d'orgue, les rencontres de Saint-Denis. Après les émeutes urbaines de l'été, l'élu a échangé avec le Président, comme les autres chefs de partis, pénétrant sans effraction l'arc républicain. C'est pour lui le véritable coup d'envoi du scrutin du 9 juin. Très loin du focus européen que la majorité n'est jamais parvenue à installer, au point d'envoyer Gabriel Attal à la rescousse.

« A leurs corps défendant, Emmanuel Macron et ses soutiens ont contribué à notre campagne », estime Jordan Bardella auprès de l'Opinion. Lequel assume ne pas toucher au fond de son programme depuis 2019 : « La vraie nouveauté est sur la forme. Nous voulons offrir un parti rassurant et rassembleur ». Le jeune chef a tenté d'enfiler le costume de Premier ministre à l'occasion de leur débat. Ses soutiens ont martelé qu'il s'était montré moins arrogant – à défaut de l'emporter sur le fond.

« Autorité et unité ». Alors, sous le Dôme de Paris (XVe), l'élu savoure sa charge contre le ministre de l'Economie, Bruno Le Maire, après la dégradation de la note de la France par Standard & Poor's samedi : « Infligez-lui une leçon d'humilité dans les urnes ! » Un renversement d'image que tente d'opérer la formation d'extrême droite taxée d'incompétence en économie.

Sanction de l'agence de notation, guerre interne chez Reconquête, soupçon de coalition des LR avec la macronie, Insoumis jugés monothématiques sur Gaza... Le RN n'a qu'à slalomer entre les gouttes. « La politique, ce n'est pas un concours. Il ne faut pas être le meilleur, mais le sembler en comparaison », s'amuse un cadre lepéniste mitigé sur sa propre campagne. Ainsi va la motion de censure du RN qui sera débattue lundi visant à piéger les LR et la macronie. « Les électeurs sensibles aux questions de finance se diront, "il n'y en a pas un pour rattraper l'autre, je vais à la pêche dimanche" », ironise un proche de la patronne.

En interne toutefois, certains regrettent une campagne verrouillée par la garde rapprochée de Jordan Bardella. « On est au fil de l'eau. Impossible de réfléchir sur le programme. D'aider notre président à trouver une rhétorique plus positive », regrettait un cadre fin avril. Quand d'autres appelaient Marine Le Pen à reprendre la main. La campagne a été l'occasion de repérer ses détracteurs. Avec l'objectif de tenir le parti encore plus qu'aujourd'hui. Circulent des menaces à peine voilées : les « off » désagréables dans la presse pourraient coûter un poste rêvé en cas d'accession à l'Elysée. « Autorité et unité », sourient ses proches.

D'ailleurs, si c'était à refaire, le dauphin de Marine Le Pen ne changerait rien. Y compris son absence remarquée lors des premiers débats télévisés. L'hypothèse d'un débat Macron-Le Pen a aussi été immédiatement enterrée. « Quand on est à dix minutes de la fin du match, il ne faut prendre aucun risque et faire tourner la balle », assume un lieutenant lepéniste. Le parti a ainsi rompu avec son allié allemand de l'AfD en mai, après des propos sur les SS. Il reste tout de même quelques boulets, comme son allié italien faisant référence à Mussolini samedi.

« Moment "Jordan" ». Pour ses derniers déplacements, le leader du RN a choisi d'opposer ses selfies à l'outrance de Reconquête. Tout à son objectif de « tuer » ce petit parti, l'élu s'est rendu dans des terres symboliques. Vendredi à Sainte-Maxime (Var), où Eric Zemmour avait échoué au premier tour à se faire élire député et samedi à Carpentras (Vaucluse), fief de Marion Maréchal. Des zones favorables, à l'image de tous les déplacements de sa campagne, hormis Royan (Gironde), terre de conquête.

Devant la boucherie du marché, où le candidat se délecte de tranches de saucisson, Raphaël sourit. « Jordan nous débarrassera de ceux qui profitent de la France et ne font rien », dit-il en ciblant « les Algériens ». Le quinqua montre sa photo prise avec Eric Zemmour au même endroit il y a peu, même si son vote ira à Bardella. « Si on est trop extrême, ça fait peur aux Français qui sont peureux de nature », justifie-t-il.

Sa voisine, Victoire, acquiesce. Venue de Saint-Tropez, la militante de 25 ans reconnaît à son champion « beaucoup de classe et de calme » quand « Maréchal ne parle que d'immigration ». Tout de même, le sujet est omniprésent. Quatre jeunes de 14 ans déboulent en vélo après la déambulation, en quête de leur idole. Ils le suivent sur TikTok et l'aiment car « il est jeune et beau ». Pourquoi pas Gabriel Attal ? « Il est de gauche », dit l'un. L'autre ajoute : « On aime le saucisson, nous. »

Direction, le soir même, foire de la Farlède. Le candidat est accueilli en rock star. « Il n'est jamais interpellé "facho" et les gens ne lui parlent pas politique, c'est bluffant », relève un député RN du coin. « Ce n'est pas de la politique mais l'espoir d'un changement, le moment "Jordan" », commente son collègue Christian Girard. Le maire de la ville, Yves Palmieri, assiste au spectacle, la mine défaite. « Tant qu'il ne sera pas au pouvoir, rien ne l'empêchera de monter. Tous les signaux sont au rouge et Bardella répète des choses rassurantes, il raccroche les gens à un passé plus joyeux », soupire l'édile divers droite.

Avant son arrivée, Hugo et ses amies, manquent de défaillir. « S'il ne vient pas, je vais pleurer », se lamente l'une, 18 ans, perchée sur ses épaules. Lui veut devenir avocat ou gendarme et loue un élu qui « défend la France et non Gaza ». Sa copine descend et s'exclame « Tu vas rentrer chez toi ! » à l'adresse d'un jeune homme de couleur qui lui répond : « Que dis-tu, je suis d'ici, moi... ». Sur la scène du Palais des Sports dimanche, Bardella a repris le slogan de Zemmour, également scandé par le président en janvier : « que la France reste la France. »

Nina Jackowski
@Nina_Jacks 𝕏



SIPA PRESS

Au sein du Rassemblement national, certains regrettent une campagne verrouillée par la garde rapprochée de **Jordan Bardella**.

La stratégie centrée sur la guerre et la disparition de l'Europe interroge une partie de la majorité présidentielle. Celle-ci voit Raphaël Glucksmann creuser un sillon optimiste qui leur avait réussi

A cinq jours des européennes, la macronie tente de retrouver l'enthousiasme de 2019

Flashback

La campagne des élections européennes entame sa dernière semaine. Celle-ci sera largement occupée par les commémorations du débarquement des forces alliées, le 6 juin 1944.

Matthieu Deprieck

PEUT-ON PARLER DE LA MORT à des centaines de jeunes venus fêter l'Europe ? Emmanuel Macron le pense. A Dresde, le 27 mai, devant une foule enthousiaste, le chef de l'Etat est venu doucher l'ambiance. « Notre paix, notre prospérité, nos démocraties sont menacées. » Soit. Il avait peint en noir la Sorbonne le 24 avril, sa tournée de la déprime poursuit sa route en Allemagne.

Mais, remarque un responsable de la campagne menée par Valérie Hayer, la seconde moitié de son discours a sifflé une autre mélodie. Celui de la prospérité, de l'innovation et de l'humanisme. Visages juvéniles dans l'assistance, sourire présidentiel, banderole pour la paix, ce n'est pas Woodstock mais c'est déjà plus léger que la morosité qui règne en macronie. Alors, dans cette dernière semaine de compétition avant le vote du 9 juin, les soutiens du chef de l'Etat vont-ils changer de musique de fond ? Samedi, pour leur dernier meeting national, ils ont multiplié les arguments pour convaincre que « rien n'est joué ». Le secrétaire général exécutif de Renaissance, Olivier Dussopt, se souvient ainsi qu'en 2019, au début de la soirée électorale, la majorité présidentielle était créditée de 18% des suffrages avant de finir à 22,42%.

> *« Valérie Hayer perd un demi-point par semaine. Ce n'est plus une candidate. C'est un compte à rebours »*

Les macronistes se désolent d'avoir laissé le créneau de l'enthousiasme européen à Raphael Glucksmann. « Il s'inscrit en négatif de Jordan Bardella. Il mène une campagne positive. Il nous a piqué notre créneau », observe un député Renaissance. En 2019, alors que Donald Trump et les partisans du Brexit voulaient reprendre leur destin national en mains, Emmanuel Macron avait subverti le discours de l'extrême droite. La prise de risque, c'était d'aimer l'Europe plutôt que de vouloir en sortir ; l'audace, c'était d'être follement européen. « Ce positionnement était original, se souvient ce même député. Mais aujourd'hui, il n'y a sur le marché que des Européens, soit sincères – Glucksmann –, soit travestis – Bardella. »

« Revirements ». Le camp d'Emmanuel Macron a cherché sa place dans ce nouvel espace. Il en a changé à de multiples reprises. Raphaël Glucksmann était d'abord un jumeau, il est maintenant un ennemi sur lequel la majorité tape dur. En mars, il fallait boxer le RN pour mobiliser ; en avril, porter le programme ; en mai, le Premier ministre revient à un argument simple : le 9 juin, le choix se fera entre rester dans l'Union européenne ou en sortir. « Nous sommes perçus comme le parti de l'instabilité, analyse un autre député de la majorité. Tout ce qui peut accroître l'incohérence est un élément qui aggrave cette image. Les Français perçoivent ces revirements. »

Réinjecter de l'optimisme dans la campagne pour retrouver l'esprit de 2019 est un risque. Surtout en si peu de jours. L'Elysée dément d'ailleurs tout changement de ton : « On a toujours été dans un optimisme de la volonté et dans un diagnostic lucide. » Le 6 juin, sur les plages normandes, les commémorations du débarquement des forces alliées resteront dans cette lignée. Emmanuel Macron rappellera que « la paix est une guerre de chaque aube », explique un conseiller qui s'essaie à l'oxymore. Le député nostalgique de l'enthousiasme perdu cité plus haut espère, lui, que le message sera de paix et d'espoir.



SIPA PRESS

Valérie Hayer le 1er juin à Aubervilliers.

La paix et l'espoir. Voilà deux états que les partisans de Valérie Hayer aimeraient ressentir avant même de songer à les porter en meetings et sur les plateaux télé. La déprime frappe l'état-major de campagne. Ses tentatives de capter l'attention des électeurs tombent à l'eau. La courbe des intentions de vote continue de baisser. « Valérie Hayer perd un demi-point par semaine. Ce n'est plus une candidate. C'est un compte à rebours », se désole une parlementaire. Rue du Rocher, on doit par ailleurs gérer les critiques quotidiennes de personnalités de la majorité, persuadées de détenir la bonne stratégie, et les coupables du désastre qui s'annonce. Le débat entre Gabriel Attal et Jordan Bardella a lui aussi sapé le moral macroniste. Le Premier ministre a dominé le président du Rassemblement national, mais le second en a été jugé vainqueur par l'opinion publique.

Scénario 1 et 2. Allez demander à un dépressif de vous convaincre que l'Europe est belle. Pour administrer un shot d'optimisme, il faut franchir trop d'obstacles pour que cela paraisse réaliste.

La macronie se raconte ainsi une autre histoire pour la dernière semaine. Elle en est réduite à espérer que le sort tourne enfin en sa faveur dans les cinq jours qui viennent et que l'actualité ne la mette pas en difficulté. Le choc de la dégradation de la note attribuée à la dette française par Standard & Poor's a été absorbé. Le contrôle de Nouméa a été repris vendredi. Mais un fait divers ou une nouvelle flambée de violences en Nouvelle-Calédonie, ce que craint une ministre, placerait la majorité en défensive. « Scénario 1, on ne commet aucun impair, on finit à 17%. Scénario 2, on essuie une polémique et on peut tomber sous Raphaël Glucksmann », imagine un député Renaissance.

Un de ses collègues privilégie une autre lecture des événements : « Les Insoumis vont tout donner dans cette dernière semaine. On l'a vu avec le drapeau palestinien brandi dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale. Cela va abîmer Raphaël Glucksmann. » Ces deux récits de politique-fiction s'opposent. Autant que le pessimisme et l'optimisme.

@mdeprieck

Un dernier meeting pour convaincre que « rien n'est joué »

L'HEURE N'EST PLUS à la nuance. Samedi, à sept jours du vote, la macronie a utilisé son dernier meeting national pour tenter de raviver la fierté européenne des sympathisants d'Emmanuel Macron. Sur les écrans, sur les murs, dans la bouche des différents orateurs, le même message a été martelé : « Rien n'est joué. »

Il n'y a plus le temps, non plus, pour les considérations stratégiques. Dans la dernière ligne droite, il faut faire un choix. Depuis Aubervilliers (Seine-Saint-Denis), outre quelques mots adressés à Raphaël Glucksmann, dont le programme ne serait autre que celui de la Nupes, le camp présidentiel a fait celui de tout miser sur le danger du Rassemblement national. Les intentions de vote prêtées à Jordan Bardella n'ont jamais été aussi élevées. Depuis le débat qui l'a opposé à Gabriel Attal, le candidat RN s'est envolé à 34%. C'est ce qui doit entraîner une mobilisation. « Un sursaut », selon les mots du Premier ministre, appelant au « vote utile » pour ne pas envoyer « une armée de soldats du Frexit nous représenter au Parlement ».

> *« Voulons-nous vraiment confier les clés de la maison de Simone Veil à ceux qui détestent l'Europe ? »*

« Voulons-nous vraiment confier les clés de la maison de Simone Veil à ceux qui détestent l'Europe ? », a ainsi interrogé la candidate de la majorité, Valérie Hayer. « Allons-nous enfin nous réveiller ? Nous rendre compte de ce que ça veut dire, en France, d'avoir une extrême droite à 40% ? »

« Battez-vous ! ». Le décompte des sept jours est omniprésent. Il doit mener les militants qui constituent l'essentiel du millier de participants à se mobiliser sur le terrain. C'est à eux que revient la charge d'aller « convaincre » pour « déjouer les pronostics ». « Battez-vous ! » leur ont tous lancé les orateurs. « C'est notre ADN de gagner des combats que l'on dit perdus d'avance. Tout le monde nous disait que c'était impossible, mais ils ne connaissaient pas notre majorité », a appuyé le président des Jeunes avec Macron, Ambroise Méjean.

Toujours plombés par les mauvais sondages, conscients que les temps forts de leur campagne sont tous passés inaperçus, les macronistes veulent convaincre qu'ils peuvent encore redresser la barre. Par tous les moyens.

Le député européen Pascal Canfin est adepte de la méthode arithmétique. Lui est convaincu qu'il reste cinq millions d'électeurs à convaincre dans la dernière semaine et deux dans les dernières 48 heures. Un tel réservoir de voix doit permettre d'accrocher les 20% de suffrages exprimés le 9 juin, et ainsi de se rapprocher du nombre de sièges décrochés en 2019.

« Chaussures de sport ». Le Premier ministre, Gabriel Attal, en a, lui, appelé à l'image internationale de la France. Que notre pays envoie la plus grande délégation d'extrême droite au parlement européen, « est-ce ça l'image que les Français veulent envoyer au monde ? » a-t-il lancé. Jeudi prochain, le 6 juin, sur les plages normandes, Emmanuel Macron jouera cette image, celle de la France, nation puissante, hôte des grands chefs d'Etat de ce monde, Joe Biden, Justin Trudeau, le roi Charles III.

Le ministre de la Transition écologique, Christophe Béchu, a de son côté choisi une voie originale. Celle de l'humour, expliquant dans un discours enthousiaste qu'il était finalement inutile d'être venus s'enfermer dans une salle d'Aubervilliers un samedi après-midi puisque « les commentateurs avaient déjà décidé de ce qui se dirait le 9 juin sur les plateaux télé ».

Au cas où le message depuis la région parisienne ne serait pas entendu, l'équipe de campagne a eu une idée. Le faire répéter par une députée européenne polonaise, venue d'un pays directement menacé par la Russie de Vladimir Poutine. « Enfilez vos chaussures de sport et au boulot », a lancé Roza Thun.

M. D. et Dinah Cohen

@DinahCohen

Choix publics Avons-nous les élus que nous méritons ?

La chronique d' Erwan Le Noan



Dans ses *Souvenirs,* Alexis de Tocqueville écrit qu'il avait été rebuté par « la médiocrité et la monotonie des évènements parlementaires de (son) temps, ainsi que par la petitesse des passions et la perversité vulgaire des hommes qui croyaient les faire ou les conduire ». La citation semblera d'une brûlante pertinence à toute personne qui a, probablement à la fois effarée, inquiète et déçue, suivi l'agitation pathétiquement burlesque dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale cette semaine – sans qu'il soit évident de déterminer si l'actualité du propos révèle l'intemporalité du génie de son auteur, la permanence de la carence politique ou la constance de la sévérité des électeurs…

Le coup d'éclat d'un élu brandissant, à l'Assemblée, un drapeau palestinien n'était au fond qu'une nouvelle illustration du cynisme absolu d'une extrême gauche prête à mobiliser une cause géopolitique et promptement disposée à réveiller la haine antisémite pour son seul intérêt électoral. Elle s'inscrit, comme la campagne furieuse de la France insoumise, dans l'héritage parfait d'une frange de l'échiquier politique qui n'a jamais cherché qu'à propager l'agitation, affaiblir la crédibilité des élections représentatives et semer la sédition dans l'espoir que l'effondrement institutionnel lui permettrait de renverser la démocratie bourgeoise et d'instaurer un régime dont on pressent que, comme ses prédécesseurs, il ne produira que répression et misère.

La scène rappelle ensuite que le déploiement des médias a apporté avec lui ce que Mario Vargas Llosa, en écho à Debord, désignait comme la « civilisation du spectacle ». Qu'importe le message pourvu qu'on ait l'image. Dans une société où l'accélération des réseaux sociaux permet la circulation effrénée des discours les plus éphémères, de partages en partages, certains de nos élus ne sont plus que des producteurs de contenu sensationnel pour jeunes adolescents ennuyés ou complotistes tourmentés.

Exécutoire facile. Est-ce à dire pour autant que tout est perdu et que les « grands hommes », ou tout simplement les consciencieux dévoués ont disparu à jamais ? Probablement pas. La complainte de la régression continue est un peu, aussi, parfois, un exécutoire facile et une excuse trop simple à nos propres défauts.

Certes, le paysage politique actuel n'est pas de nature à susciter un fol enthousiasme – mais il est d'abord le résultat de choix électoraux collectifs et individuels. Les élus sont ceux que les électeurs ont choisis.

Ensuite, si l'élection permet une sélection, comme l'avaient bien conçu les pères fondateurs américains en pensant le système de « grands électeurs », elle n'en transforme pas pour autant les hommes en êtres parfaits. Comme les autres, ils conservent leurs faiblesses, leurs médiocrités. Comme les autres, ils poursuivent leurs intérêts. Comme les autres, ils peuvent être brillants, mus par de grandes causes, ou navrants et lamentables. Le cynisme, l'esprit de clan, la coterie, l'obséquiosité de cour ne sont pas neufs en politique. Zola s'en moquait dans *Son excellence Eugène Rougon.*

Le renouvellement politique ne se fera pas sans une mobilisation originale. Le temps des « amateurs » aurait pu être intéressant, s'ils avaient su se professionnaliser. Les élections européennes devraient achever la lente agonie des partis de gouvernement. C'est un sujet de vive inquiétude. Il faut espérer que ce puisse être aussi une opportunité pour un nouvel élan.

@erwanlenoan

« Pas d'écologie sans les écologistes » à Strasbourg, plaide la tête de liste, menacée par le vote utile pour Glucksmann

Le sauve-qui-peut de Marie Toussaint chez les Verts

Maintenant ou jamais

Annoncée entre 5 et 7% des intentions de vote, la tête de liste des Ecologistes, Marie Toussaint, tenait dimanche son dernier meeting francilien à Aubervilliers (Seine-Saint-Denis). Aucune fantaisie, ni séance de booty therapy, cette fois-ci, mais **un discours empreint de gravité appelant à choisir le « pacte vert » pour contrer le « pacte brun » que prépare Jordan Bardella** au Parlement européen.

Antoine Oberdorff

L'ANCIEN CHEF DES VERTS, David Cormand, l'a souvent professé, « les militants écolos, vous ne les enfermez pas un dimanche après-midi dans une salle obscure pour faire la claque ». Mais ce dimanche, ils sont plus de 1500 à avoir pris le chemin des Docks de Paris, à Aubervilliers (Seine-Saint-Denis) pour voler à la rescousse de leur candidate, Marie Toussaint, en difficulté dans les sondages. Au premier rang, les maires EELV promus par la « vague verte » de 2020 sont venus insuffler un peu d'espoir à cette campagne moribonde marquée par le « backlash écologique ». « Nous, les maires, servons un peu de doudous. Quand c'est dur, qu'on a le vent de face, on est content de se rappeler qu'on a gagné il n'y a pas si longtemps », optimise le maire de Grenoble, Eric Piolle.

Plus personne ne songe à égaler le score de Yannick Jadot (13,4%) en 2019. L'enjeu se limite désormais à ne pas prendre le toboggan d'ici au 9 juin au soir –un score inférieur

> *Le vote en faveur de Jordan Bardella, non « pas un bras d'honneur au système, mais un bras tendu vers le pire »*

à 5% ayant pour effet mécanique de priver les Verts de représentation au Parlement européen. « Est-ce que le duel entre Valérie Hayer et Raphaël Glucksmann s'installer dans la dernière semaine ? C'est ça qui va déterminer combien nous ferons entre 5 et 8% », concède, un brin anxieuse, la députée EELV Sandrine Rousseau. Adjointe EELV à la mairie de Paris, Anne-Claire Boux veut croire à un sursaut du peuple écolo dans ce scrutin où la cristallisation du vote reste tardive. Sur les marchés, lors des tournées de porte-à-porte, les retours sont « positifs », assure-t-elle. Une croyance magique ? « Non. En 2022, quand je tractais Jadot, je savais que nous allions au crash ».

« Vote inutile ». De l'avis de tous les caciques du parti, « il faut répéter partout et tout le temps que si nous tombons sous la barre des 5%, cela fera plus d'eurodéputés RN ». Voilà un nouvel élément de langage : « le vote écolo compte double ». Non seulement le poids des Verts européens permettrait d'éviter les reculs environnementaux à Bruxelles, mais, par leur présence dans l'hémicycle, ils empêcheraient « le pacte brun » de voir le jour. « Le 9 juin, ce sera le pacte vert des écologistes pour une transition juste socialement, ou le pacte brun, mélange de climatoscepticisme assumé et de fascisme revisité », a déclaré la tête de liste Marie Toussaint, faisant du vote en faveur de Jordan Bardella non « pas un bras d'honneur au système, mais un bras tendu vers le pire ». Parce qu'elle sait sa liste menacée par la petite musique du « vote utile » en faveur de Raphaël Glucksmann, la secrétaire nationale des Ecologistes, Marine Tondelier, a aussi ciblé la tête de liste PS-Place publique, Raphaël Glucksmann. En fustigeant le « vote inutile pour le ventre mou de l'Europe », c'est-à-dire ces socialistes européens qui participent avec la droite du PPE et les libéraux de Renew d'une « coalition pour les mégacamions, pour le pacte asile et immigration et pour l'austérité ».

L'occasion aussi pour la candidate Marie Toussaint de régler ses comptes avec son ancienne camarade de Sciences Po, l'insoumise Manon Aubry, qui a récemment tenté de lui porter le coup de grâce en appelant les électeurs écolos à se porter sur la liste de LFI : « Avec des amies comme elle, pas besoin d'ennemis », soupire celle qui s'est toujours présentée comme unitaire convaincue au temps de la Nupes. « Aubry a essayé de nous tuer, elle aura peut-être décidé pas mal d'électeurs à nous sauver », veut croire David Cormand.

« Prochain congrès ». En filigrane se dessine, dans le discours de Marie Toussaint, le scénario de l'après 9 juin. « Qui recherche l'hégémonie prend le risque de creuser le sillon de la défaite », prévient l'écolo. « Ce n'est un secret pour personne, je n'étais pas la plus opposée à une liste d'union. Je ne réfutais pas la possibilité d'une liste unique à gauche, mais l'histoire en a décidé autrement », s'est-elle même épanchée dans *Le Figaro*. Visiblement pas informé de cette sortie surprise, un conseiller de Marine Tondelier s'est étranglé en découvrant l'interview vendredi soir. Yannick Jadot a, lui aussi, vu rouge : pourquoi exprimer ses états d'âme à ce stade de la campagne ? « En fin de campagne, ils ne s'occupent plus de la campagne, ils préparent le prochain congrès », opine ce stratège au service d'EELV.

Cet après-midi, la sénatrice écologiste Mélanie Vogel, fer de lance de la constitutionnalisation de l'IVG au Sénat, était très en vue. C'est elle qui a eu le privilège d'inaugurer ce dernier meeting francilien. Très identifiée sur les causes féministes et la défense des droits des LGBT, elle a les faveurs d'un nombre croissant de militants. Au point de détrôner Marine Tondelier lors d'un congrès extraordinaire ?

@A_Oberdorff



ANTOINE OBERDORFF

Marie Toussaint dimanche lors du meeting des Ecologistes à Aubervilliers.

Tweet LR sur l'Algérie François-Xavier Bellamy est d'accord sur le fond, pas sur la forme

LE TWEET s'était attiré les foudres de Xavier Bertrand, qui l'a jugé « indigne » et a réclamé son retrait. En vain. Illustré par une photo de supporters algériens sur les Champs-Elysées, un message publié jeudi par le compte Les Républicains sur X réagissait à la publication par l'Algérie d'une liste de biens dont elle réclamait la restitution à Paris, en invitant Alger à « tout reprendre » : « les biens et le mal : criminels, délinquants, clandestins, OQTF ». De quoi faire bondir la gauche, qui a dénoncé un tweet « raciste ».

« Je n'aurais certainement pas exprimé les choses de cette manière-là », a concédé le tête de liste LR pour les européennes, François-Xavier Bellamy, interrogé dimanche sur BFTMV. Pour autant, a-t-il ajouté, « ce qui me choque vraiment, moi, ce n'est pas un tweet, c'est la politique de l'Algérie », qui refuse de reprendre » ses ressortissants en situation illégale, même ayant commis des crimes et des délits.

« C'était maladroit parce qu'on communique comme un groupuscule d'extrême droite, mais sur le fond, nos électeurs sont plutôt d'accord », souligne un conseiller LR, qui voit surtout dans l'indignation de Xavier Bertrand un signe annonciateur des règlements de comptes de l'après européennes.

Think again L'Europe doit « régénérer » son projet humaniste

La chronique de Eric Le Boucher

Deux phrases résument tout. La première : « La foi et la raison ont, en Europe, généré un "humanisme" appelant les humains à s'élever au-delà de leur condition ». La seconde : « Régénérer notre conscience est primordial mais ce n'est ni par la protection ni par l'appel à la puissance que l'Europe pourra l'assumer ». Une troisième dit l'ambition : « l'Europe doit se donner le rôle de passeur et de partenaire entre les populations du monde, pour inventer avec elles un humanisme de fraternité qui soit vraiment universel ».

Pour qui cherche désespérément une « narration », une « utopie », capable de redonner de l'élan au vieux continent et d'insuffler à la jeunesse une foi dans l'avenir, il faut lire Philippe Herzog (*Un nouveau récit pour l'Europe*, édité par l'ASCP, les Entretiens Européens et Eurafricains). Né en 1940, Philippe Herzog, est un polytechnicien, économiste, qui entre au Parti Communiste dans les années 1960, est élu député européen, lâche le PC « soviétique », glisse vers la social-démocratie, devient conseiller de plusieurs responsables européens, dont Michel Barnier. Intellectuel éclectique, économiste agrégé, lecteur assoiffé, il est représentant d'une génération politique qui s'est tôt engagée en politique mais qui est aujourd'hui déçue par le manque de souffle et par l'Europe à laquelle elle a contribué. Son texte est le résultat d'un recul de plus de dix ans de travail pour remonter aux sources philosophiques et religieuses et « régénérer » l'idéal européen afin de sortir l'UE de la crise démocratique, économique et technologique dans laquelle elle est tombée.

Préjugés. « Les Européens se méconnaissent ». C'est le premier motif d'abattement de Philippe Herzog. Il a mesuré combien l'histoire n'est plus enseignée parmi les pays européens alors même qu'il est

> *« Elle s'est réalisée sur l'utopie de "la paix universelle", chez elle et chez les autres. Or, cette conscience s'est dissoute »*

essentiel de connaître leurs différences mais aussi leurs points communs. Conséquence : « nous jugeons le passé avec les préjugés du présent », « l'Europe est confondue avec l'Union », les Européens ne connaissent que leur histoire nationale. Pourtant, ils partagent la même base, le même « bien commun », la même « spiritualité », constituée de la philosophie grecque, du droit romain et de la culture chrétienne. On ne parle que des « identités » nationales alors qu'elles sont toutes construites sur ce même solide socle. En 1950, Maurice Allais, le prix Nobel d'économie, avait souhaité que 30% des enseignants viennent des autres pays. Combien « l'esprit européen » eut été différent.

« La crise de la transmission est gravissime, elle creuse la tombe de la démocratie au sens historique de maison du peuple ». L'Europe n'est pas la seule à souffrir d'une co-crise de l'école et de la représentation démocratique. Mais elle a un message particulier : elle s'est réalisée sur l'utopie de « la paix universelle », chez elle et chez les autres. Or, cette conscience s'est dissoute, deuxième motif d'abattement de Philippe Herzog. L'universalisme européen a conduit à la violence, ce qui l'a discrédité. Il faut reprendre le message en amont. D'autre part, les Européens sont « fatigués des guerres » et ils n'ont pour seul but que « de s'en protéger ». Il faut un projet à l'UE, elle doit retrouver sa propre raison d'être pour être capable de la porter sur la scène mondiale. Sans cette mission, sa seule économie, le soft power, ne pèsera rien.

En interne, l'Union, faute de « commun » s'est construite comme une association des Etats-Nations, l'alpha et l'oméga. Résultat, la France n'imagine l'Union que comme une Grande France bâtie comme elle, autour du pilier de l'Etat-providence. L'Allemagne impose son ordolibéralisme (chacun doit être vertueux) « sans souci de solidarité » et « incapable de porter une idée de Communauté politique ». Les rares pensées autour du « commun », venues aussi bien d'un Vaclav Havel que d'un Jürgen Habermas (un patriotisme constitutionnel),

> *« "Que l'on soit croyant ou non, il est impératif de recréer une foi, c'est-à-dire une confiance en nous-mêmes pour le présent et l'avenir." Cette foi, c'est un nouvel humanisme fraternel qui donne une vision positive des grands enjeux »*

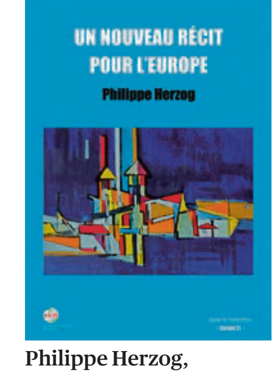
ne sont pas prises en compte. Aujourd'hui, alors qu'on fête le D-Day du 6 juin 1944, avec les très nombreux films le racontant, Philippe Herzog déplore qu'il n'a jamais été tourné aucun film qui retrace l'aventure de la construction européenne.

Comme aucun effort n'a été fait du côté de l'âme, « la gouvernance de l'Union est devenue carrément bureaucratique ». Le Green deal en est l'exemple caricatural : « L'Union décide quelles sont les technologies du futur sans assumer les conditions de leur mise en place ». L'économiste Philippe Herzog est très critique sur la stratégie économique. Le marché unique a négligé et même combattu la coopération. L'UE a tout fait pour la demande, la consommation, laissant la production au niveau national avec pour conséquence une concurrence qui a débouché sur la désindustrialisation. Rien n'a été fait pour nous distinguer de la financiarisation par « l'argent facile » et les investissements publics souffrent d'atrophie. Une prise de conscience s'opère mais sortir de la nasse impose une réforme complète de l'UE.

Coopérations. Laquelle ? Philippe Herzog, qui a toujours milité pour une Europe civile « par le bas », estime que « le cœur du problème est celui de la répartition des rôles entre les acteurs publics et privés, actuellement dissymétrique, non coopérative, inefficace ». La solution passe par des coopérations horizontales des Etats volontaires, voire des régions, dans tous les domaines d'intérêt général : santé, énergie, formation. Le tout serait coiffé par « une nouvelle autorité politique » élue qui « préfigurerait la formation d'un gouvernement comptable de ses actes qui ferait appel à la participation des Européens ». L'Europe se verrait le modèle d'« une démocratie partenariale », dans laquelle « les gens puissent devenir coresponsables et co-gestionnaires de leurs choix ».

L'autre réforme vient de… la religion. L'Europe vient de quinze siècles de chrétienté, de cinq siècles de Lumières « marxisme compris », qui sont des « religions politiques à souche scientifique ». « Que l'on soit "croyant" ou non, il est impératif de recréer une foi, c'est-à-dire une confiance en nous-mêmes pour le présent et l'avenir ». Cette foi, c'est un nouvel humanisme fraternel qui donne une vision positive des grands enjeux. Une utopie ? Oui, c'est justement exactement ce qui est recherché.

@ericleboucher



JEAN-FRANÇOIS PAGA

Philippe Herzog, « Un nouveau récit pour l'Europe », édité par l'ASCP, les Entretiens Européens et Eurafricains

Retrouvez **toutes nos chroniques** sur lopinion.fr

Jusqu'ici, les débats entre les têtes de liste n'ont pas abordé le sujet crucial du financement de la décarbonation en Europe

Les milliards oubliés de la transition écologique

Patate chaude

Les financements climatiques seront au cœur des discussions de **la COP intermédiaire qui s'ouvre ce lundi à Bonn**, en Allemagne.

Irène Inchauspé

TANT QUE LA TRANSITION écologique était virtuelle, ne faisant ni gagnants ni perdants, elle ne fâchait personne. Plus le temps passe, plus le crucial sujet de son financement devient sensible. Au niveau mondial d'abord. Il sera l'un des thèmes importants discutés lors de la « COP intermédiaire » qui se tiendra à Bonn, en Allemagne, du 3 au 13 juin. Le sujet de l'engagement pris par les plus grandes économies de la planète de fournir 100 milliards de dollars par an à partir de 2020 aux pays en développement pour financer leur transition et leur adaptation sera à l'ordre du jour. Selon le dernier rapport annuel de l'OCDE sur le financement de la lutte contre le changement climatique, 115 milliards de dollars ont été fournis et mobilisés en 2022. Il faudra sécuriser le montant pour les années à venir.

Les pays industrialisés, notamment européens, ont aussi fort à faire pour financer leur propre transition écologique. Au cours

> *« Les politiques ne se saisissent pas spontanément de ce sujet, mais depuis deux ans, des rapports ont chiffré les investissements à faire »*

des débats entre têtes de liste, qui préfèrent s'écharper sur les voitures électriques, la question n'a pas été abordée. « Les politiques ne se saisissent pas spontanément de ce sujet, mais depuis deux ans, des rapports ont chiffré les investissements à faire », explique Guillaume Kerlero, le directeur des études écologiques de l'Institut Rousseau. Le think-tank a publié un rapport, « Road to Net Zero », portant sur les moyens pour atteindre la neutralité carbone en Europe. Le 22 mai, il a organisé un débat entre les candidats des différents partis.

L'étude de l'institut évalue à 40 000 milliards d'euros les investissements nécessaires d'ici à 2050, soit 1 520 milliards d'euros par an. « Les trois quarts de ces montants sont déjà disponibles et doivent être désinvestis des activités néfastes pour être redirigés vers la transition, par exemple des véhicules à moteur thermique vers les transports en commun et les véhicules électriques, précise Guillaume Kerlero, coauteur du rapport de l'Institut Rousseau. L'investissement supplémentaire à mobiliser est donc de 360 milliards d'euros par an, soit 2,3 % PIB de l'Europe des Vingt-Sept ».

Réaffectation. « D'après ce rapport, la part de cet investissement qui devrait revenir au secteur public, soit 260 milliards d'euros, est inférieure de moitié à ce que prévoit la Commission européenne dans son scénario de décarbonation ! Une conclusion surprenante. L'explication tient au fait qu'une transition écologique intégrant des mesures de réduction des consommations énergétiques – par efficacité et sobriété –, est nettement moins coûteuse, sur long terme, qu'une transition centrée sur la seule décarbonation des usages. « Cela ne veut pas dire adopter le modèle Amish, mais avoir une approche holistique, rappelle Guillaume Kerlero. Il ne faut pas renouveler toute la flotte automobile en passant à la voiture électrique mais avoir un programme ambitieux du train, des transports en commun ».

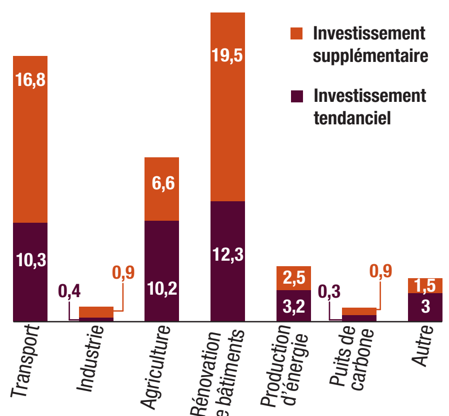
Mais où trouver ces 260 milliards d'euros (si l'on s'en tient aux deniers publics) ? Un premier moyen d'y arriver serait de réaffecter les subventions européennes aux énergies fossiles (630 milliards d'euros en 2022) aux énergies vertes. C'est plus facile à dire qu'à faire, comme l'a montré la mise en place des boucliers tarifaires pour protéger les consommateurs des effets de la crise énergétique.

Pour augmenter les recettes, il serait possible d'instaurer différentes taxes, sur les superprofits, les ultra-riches, les transactions financières », envisage Guillaume Kerlero. Outre leur difficulté d'implémentation, leur rendement serait sans doute bien moindre qu'escompté. Quant à taxer le kérosène des avions, cela semble impossible à ce stade. « Sur la fiscalité, il faut l'unanimité, ce que nous n'obtiendrons jamais, notamment à cause de l'Irlande et de Ryanair, a expliqué l'eurodéputé Pascal Canfin lors du débat du 22 mai. Nous avons préféré inclure l'aviation dans le marché carbone, avec un vote à la majorité qualifiée ».

« Le système d'échange des quotas dispose d'un atout par rapport aux autres instruments de politique climatique. Il ne coûte rien aux finances publiques. Mieux, il crée de nouvelles recettes : pas moins de 39 milliards d'euros en 2022, rappelle l'économiste Christian de Perthuis. Ces recettes vont être amenées à s'élargir fortement avec la mise en place des réformes ». Elles seront redistribuées aux ménages les plus modestes via un nouvel outil : le Fonds social européen, qui devrait être opérationnel dès 2026. Aux niveaux mondial comme européen, on s'intéresse de près aux modalités d'une transition « juste ».

@iinchauspe

En France, transports et bâtiments coûteront le plus cher
Investissements supplémentaires pour la France, en milliards d'euros en moyenne d'ici à 2050



SOURCE : INSTITUT ROUSSEAU

Hervé Hélias, PDG de Forvis Mazars Group, décrypte les enjeux de la naissance d'un nouveau poids lourd de l'audit et du conseil

« Le nouveau Forvis Mazars offre un profil très équilibré »

Vive les mariés !

Annoncé il y a déjà quelques mois, **le rapprochement entre le cabinet d'audit et de conseil Mazars et son homologue américain Forvis est effectif depuis le 1er juin.** La nouvelle entité sera dirigée pendant trois ans par Hervé Hélias, PDG de Forvis Mazars Group.

Interview Muriel Motte

TOUT JUSTE CONSTITUÉ, le nouveau réseau d'audit et de conseil Forvis Mazars est présent dans plus de cent pays. « La taille est importante, car c'est la traduction d'une couverture géographique mondiale nécessaire pour servir nos grands clients », commente Hervé Hélias, qui va assurer la première présidence du nouvel ensemble.


DR

Hervé Hélias, PDG de Forvis Mazars.

Le nouveau Forvis Mazars entre dans le top 10 mondial des cabinets d'audit et dans le top 8 américain, la taille est-elle l'élément le plus discriminant pour réussir dans ce métier ?

Forvis Mazars rentre en effet dans le top 10 mondial et réalisera un chiffre d'affaires de près de 5 milliards d'euros dans 103 pays avec plus de 40 000 collaborateurs. Bien sûr, la taille est importante, car c'est la traduction d'une couverture géographique mondiale qui est nécessaire pour servir nos grands clients internationaux et pour accompagner nos clients dans leurs projets de croissance à l'international. Mais nous pensons que la pluridisciplinarité est essentielle. Forvis Mazars offre en ce sens un profil très équilibré entre l'audit, la fiscalité et le conseil, et notre boussole est et reste l'expérience client : comprendre les enjeux de nos clients, leurs cultures – locales ou internes –, pour leur proposer un service adapté. La capacité à agir comme une seule équipe, avec un modèle très intégré, garantissant à nos clients un haut niveau de coordination dans nos interventions est également déterminant. Avec la création de ce réseau constitué de deux membres seulement, fait unique dans notre profession, nous renforçons notre position, même si elle était déjà extrêmement reconnue. En France par exemple, nous avons 17 mandats au sein du CAC 40 et sommes le deuxième auditeur du SBF 120.

Vous avez annoncé votre rapprochement en novembre dernier, que s'est-il passé depuis six mois ?

Nous avons travaillé à la mise en place de la gouvernance de Forvis Mazars dont je vais assurer la première présidence. La gouvernance sera chargée d'assurer une collaboration fluide entre les deux membres de Forvis Mazars et de conserver ce modèle agile et unique sur le marché. Durant ces six derniers mois, nous nous sommes aussi organisés pour pouvoir servir nos clients ensemble comme une seule et même équipe. Nous avons harmonisé notre offre de service et nos protocoles de service aux clients par exemple. Depuis l'annonce de la création de Forvis Mazars, nous avons gagné plus de 170 clients, ce qui prouve que ce rapprochement était attendu par le marché.

Cette opération va-t-elle modifier la structure de l'activité de Mazars ?

Nos métiers restent les mêmes, l'audit représente 43 % de l'activité et a connu une progression à deux chiffres l'an dernier, le solde est assuré par la fiscalité et le conseil. Nous conservons notre modèle intégré, mais avec une envergure mondiale démultipliée, pour répondre aux besoins de nos clients. Mazars demeure le partnership international que nos

> *« Nous renforçons notre présence aux Etats-Unis afin d'accompagner nos clients : ils auront accès à une équipe de 40 000 collaborateurs, dont 6 000 experts »*

clients connaissent, et cela dans les 100 pays et territoires où nous opérons. En complément, nous renforçons notre présence aux Etats-Unis afin d'accompagner nos clients qui y exercent une activité : ils auront désormais accès à une équipe de 40 000 collaborateurs, dont 6 000 experts basés dans ce pays, couvrant l'ensemble du territoire.

Quid de la conjoncture et du contexte géopolitique sur votre activité 2024 ?

La conjoncture est marquée par des incertitudes à court terme, notamment liées au contexte géopolitique et au fait que près de la moitié de la population mondiale est appelée aux urnes cette année. A long terme, nous voyons aussi quelques changements profonds : notre monde est traversé par des ruptures rapides, des bouleversements climatiques, économiques, technologiques mais aussi géopolitiques. Nous sommes un tiers de confiance pour nos clients qui ont plus que jamais besoin d'être accompagnés dans ces changements, notamment en matière d'évolution de la régulation.

Mazars est impliqué sur les sujets d'engagement sociétal et d'empreinte écologique. Ces préoccupations sont-elles aussi partagées par Forvis ?

Mazars agit depuis de très nombreuses années en soutenant des associations des secteurs de l'éducation et de l'inclusion en France. Nous sommes un acteur de la Cité et tentons d'agir à notre échelle. Forvis aussi est très impliqué avec ses communautés. Ils disposent d'une Fondation et les collaborateurs de Forvis s'impliquent en donnant de leur temps à des associations qui luttent contre la faim, par exemple.

@murielmotte

Tribune

« Laisser venir l'offensive commerciale de la Chine, une capitulation morale »

Par Emmanuel Sales, président de la Financière de la Cité

Depuis la hausse record des tarifs douaniers américains sur les produits manufacturés en provenance de Chine, l'Europe, avec sa stratégie de verdissement tous azimuts, risque d'être la principale variable d'ajustement de la surproduction chinoise. Le déferlement de panneaux solaires, de véhicules électriques, de batteries et autres produits manufacturés servant à « accompagner » la transition énergétique constitue un risque vital pour la souveraineté économique du continent.

Les constructeurs automobiles et leurs sous-traitants s'en alarment depuis plusieurs mois. Près de 300 000 emplois sont concernés. Cependant, l'Europe demeure réticente à taxer le commerce chinois et devrait vraisemblablement annoncer un train de mesures assez bénignes face à l'offensive de Pékin.

Plusieurs explications à cela. Il y a d'abord l'intérêt des grandes firmes industrielles, qui ont développé depuis plusieurs années des capacités de production et d'exportation en Chine, où elles réinvestissent leurs bénéfices. Par ailleurs, à l'heure où l'Europe comprime sa consommation et a décidé de revenir à la « rigueur » budgétaire, le « premier marché du monde » demeure une destination obligée pour nos entreprises en panne de débouchés sur leur marché local.

Dans ce contexte, la taxation du commerce chinois est souvent vue comme une entorse aux « principes » du libre-échange, censés favoriser la diffusion du progrès technologique et l'élévation des niveaux de vie. Les héritiers de la « deuxième gauche » et les doctrinaires libertariens se retrouvent ainsi curieusement alignés dans la défense des « règles du marché équitable » (level playing field).

Pourtant rien ne justifie ici cette approche. Contrairement à ce qu'affirme Pékin, la surproduction ne découle pas d'une forme de supériorité darwinienne du système chinois, mais d'une stratégie de consommation réprimée menée à coups de subventions, d'endettement et de travail forcé, au prix de toujours plus d'émissions de gaz à effet de serre. Malgré son adhésion à l'Organisation mondiale du commerce, la Chine est demeurée une économie marxiste donnant la priorité à la production.

Libre-échange. Avec 33 % de l'investissement mondial et seulement 15 % de la consommation, elle développe depuis longtemps un mercantilisme prédateur devenu insupportable pour l'équilibre des sociétés occidentales. La transition vers une économie de marché ouverte ne s'est jamais produite. La situation s'est récemment aggravée avec le durcissement nationaliste de Xi, qui critique l'universalisme des Lumières, renforce la mainmise de l'Etat-parti, soutient Poutine, déprécie les démocraties et joue sans complexe des divisions entre Européens.

L'application équitable des règles de libre-échange suppose un développement équivalent des forces productives et une histoire commune. C'est la raison pour laquelle l'Europe s'est construite autour de la mise en commun du charbon et de l'acier. Le libre-échange n'a jamais suffi à adoucir les relations entre les Etats, pas plus que le protectionnisme n'a nécessairement conduit au conflit.

Même les nations les plus ouvertes au commerce, comme l'Angleterre d'Adam Smith ou l'Allemagne wilhelmienne, ont accepté des mesures protectionnistes pour préserver leur industrie. Les Etats-Unis, qui ont une approche moins doctrinaire de l'économie que les décideurs européens (et aussi un plus grand souci de préserver leur marché intérieur) n'ont pas eu nos scrupules. Ne pas répondre à l'offensive commerciale de la Chine serait non seulement un aveuglement idéologique, mais aussi une forme de capitulation morale.

Après l'annonce similaire du président Macron, ces décisions importantes vont permettre à l'Ukraine de contrer les attaques dans la région de Kharkiv. Mais pas au-delà… pour l'instant

Washington et Berlin autorisent Kiev à utiliser leurs armes en Russie

Guerre des nerfs

Le président américain, Joe Biden, a discrètement donné à l'Ukraine la permission d'utiliser des armes américaines pour frapper des cibles en territoire russe, mais seulement à proximité de la région ukrainienne de Kharkiv, frontalière de la Russie. **Cette décision marque un revirement de Joe Biden**, qui avait jusqu'à présent fermement refusé d'autoriser Kiev à utiliser en Russie des armes fournies par les Etats-Unis. Vendredi, le porte-parole du gouvernement allemand a, de son côté, confirmé une décision similaire, trois jours après la rencontre Macron-Scholz, au cours de laquelle les deux dirigeants s'étaient entendus sur une telle mesure.

Jean-Dominique Merchet

Joe Biden a secrètement et récemment autorisé l'Ukraine à utiliser des armes américaines contre des cibles militaires sur le sol de la Russie, révèle le site Politico. Même si l'information n'a pas été confirmée officiellement par la Maison Blanche, il s'agit d'une évolution politique importante de la part des Etats-Unis. Jusqu'à lors, ceux-ci interdisaient aux Ukrainiens de le faire, par crainte d'une escalade avec Moscou. De leur côté, le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne ont adopté la même attitude.

Washington a toutefois posé des conditions : les armes américaines ne peuvent être utilisées que dans le secteur de Kharkiv, la deuxième ville du pays. Cette région est sous le feu de l'artillerie russe, qui tire depuis le sol de la Fédération de Russie. Avec ces tirs de « contre-batteries », les Ukrainiens agissent donc dans le cadre de la légitime défense. L'armée ukrainienne ne pourra toutefois pas viser des cibles civiles ou des sites militaires « dans la profondeur » du territoire russe. Il s'agit donc bien d'une décision tactique dans le cadre de la bataille en cours dans le nord-est de l'Ukraine.

De son côté, l'Allemagne a pris une décision similaire, après celle de la France, officialisée mardi par le président Macron à l'issue du conseil des ministres franco-allemand, à Meseberg. Le porte-parole du gouvernement fédéral, Steffen Hebestreit, a annoncé vendredi dans un communiqué, que « l'Ukraine a le droit, en vertu du droit international, de se défendre contre ces attaques. » Elle peut donc utiliser les armes nécessaires à cette légitime défense, « y compris celles que nous fournissons ». L'Allemagne a livré à l'Ukraine des canons de 155 mm (PzH 2000) et des lances-roquettes MLRS. Leur portée se chiffre en dizaines de kilomètres. En revanche, Berlin refuse toujours de fournir des missiles de croisière Taurus, dont la portée est de plusieurs centaines de kilomètres.

Bataille d'attrition. Dès mardi, lors de sa rencontre avec Emmanuel Macron, Olaf Scholz avait ouvert la voie à cette décision. Sur la question de l'emploi d'armes allemandes, le chancelier avait alors assuré que « l'Ukraine a toutes les possibilités de le faire, en vertu du droit international. Il faut le dire clairement : si l'Ukraine est attaquée, elle peut se défendre. » Ces annonces, qui font suite à celle du Royaume-Uni, dès le 3 mai, ont visiblement été coordonnées entre les grandes capitales.

> ***Ces annonces, qui font suite à celle du Royaume-Uni, dès le 3 mai, ont visiblement été coordonnées entre les grandes capitales***

La possibilité pour l'Ukraine d'utiliser toute son artillerie (canons et roquettes) contre des cibles militaires en Russie même va lui permettre de mieux se défendre, face à l'offensive que mène l'armée russe dans le secteur de Kharkiv. Les forces russes ont grignoté du terrain, sur quelques dizaines de kilomètres carrés. Cette offensive oblige d'abord l'armée ukrainienne à étirer ses forces sur un front plus large, en dégarnissant d'autres secteurs. Il s'agit d'une bataille d'attrition, d'usure de l'ennemi. Les analystes militaires doutent que les forces russes aient les capacités suffisantes pour exploiter une éventuelle percée, qui menacerait la ville de Kharkiv.

La décision des puissances occidentales n'est pas un tournant militaire dans la guerre, mais c'est une évolution notable au niveau politique. Manifestement, les lignes rouges, que les Occidentaux s'étaient fixés à eux-mêmes, tombent les unes après les autres, alors que les rodomontades nucléaires de Vladimir Poutine impressionnent de moins en moins.

@jdomerchet



SIPA PRESS

L'Allemagne va acheter pour l'Ukraine trois **lanceurs de roquettes multiples Himars**, de fabrication américaine. Leur portée peut aller jusqu'à 300 kilomètres.

Joe Biden a apporté son soutien à la dernière proposition d'Israël pour une fin des combats

A Gaza, l'espoir d'un cessez-le-feu

Jour d'après

Le Hamas a déclaré qu'il « considère positivement » les détails de la proposition de cessez-le-feu élaborée par Israël et annoncée vendredi par Joe Biden (saluée par la communauté internationale, dont Emmanuel Macron). L'Etat hébreu, de son côté, a confirmé avoir présenté ce plan, **« tout en insistant sur le fait que la guerre ne prendra fin que lorsque tous ses objectifs seront atteints**, y compris le retour de tous nos otages et l'élimination des capacités militaires et gouvernementales du Hamas. » Les médiateurs qatari, américain et égyptien ont appelé, samedi, les deux parties à « finaliser » un accord.

Lola Ovarlez

Depuis la Maison Blanche, le président américain a annoncé vendredi qu'Israël avait fait une proposition de cessez-le-feu à Gaza qui, en cas d'accord par le Hamas, mettrait fin à la guerre et permettrait le retour des otages. « Il est temps que la guerre prenne fin, que le jour d'après commence », a-t-il plaidé, à l'intention des Américains et du reste du monde.

Cette « feuille de route », selon les détails fournis par le président, comporte trois phases similaires aux dernières propositions qui ont échoué. La première établit le principe d'un cessez-le-feu d'une durée de six semaines, afin de permettre l'échange d'un certain « nombre d'otages » contre « une centaine » de prisonniers palestiniens, le début du retrait de Tsahal, le retour des Palestiniens chez eux, et un renforcement de l'aide humanitaire.

La deuxième étape permettrait ensuite « la fin définitive des hostilités », c'est-à-dire le retrait complet d'Israël et la libération des derniers otages. Il s'agit de la phase la plus cruciale pour mettre définitivement fin à la guerre, mais aussi la plus sensible, selon le président américain. « Il y a un certain nombre de détails à négocier pour passer à la phase deux, a-t-il reconnu. Israël veut s'assurer que ses intérêts sont protégés. » Les six semaines de cessez-le-feu seront toutefois prolongées tant qu'aucun accord ne sera conclu.

Impératif. Enfin, la dernière étape du plan israélien propose le début de la reconstruction de Gaza qui, selon l'ONU, coûterait entre 40 et 50 milliards de dollars. Le président n'a en revanche pas abordé la question de la gouvernance de l'enclave après la fin de la guerre, soutenant seulement que ce plan « créerait les conditions d'un avenir différent et meilleur pour le peuple palestinien, un avenir d'autodétermination, de dignité, de sécurité et de liberté. »

« C'est l'offre qui est maintenant sur la table. Ce que nous avons demandé, ce dont nous avons besoin », a affirmé le président américain, appelant au Hamas et Israël de conclure cet accord, alors plusieurs mois de négociations échouées. Même si l'Etat hébreu est à l'origine de cette proposition, Joe Biden a mis en garde son gouvernement, qui s'est montré de plus en plus défiant de son autorité. « A ce stade, le Hamas n'est plus en mesure de conduire un autre 7 octobre », a-t-il ainsi affirmé, alors que Benjamin Netanyahu soutient l'offensive à Rafah, dont le but est de neutraliser entièrement le groupe terroriste. « Une guerre infinie à la poursuite d'une notion non-identifiée de « victoire totale » ne fera qu'enliser Israël à Gaza, épuisant ses ressources économiques, militaires et humaines, et renforçant l'isolement d'Israël dans le monde », a prévenu le président.

Pour Joe Biden, la fin de la guerre est aujourd'hui un impératif pour rétablir la stabilité au Moyen-Orient et dans son propre pays. Le président subit des pressions à sa gauche comme à sa droite, tantôt accusé de génocide, tantôt d'abandonner Israël. « Je sais qu'il s'agit d'un sujet sur lequel les gens de ce pays ont des convictions profondes et passionnées », a-t-il euphémisé. Plus qu'une condamnation de Donald Trump, il a surtout besoin de cette paix s'il veut rester à la Maison Blanche en novembre.

@lolaovarlez

La volte-face du social-démocrate Olaf Scholz enflamme les populistes allemands

Le feu vert donné par Berlin pour frapper des cibles stratégiques en Russie avec les armes livrées à Kiev a suivi le schéma habituel depuis 2022. Le chancelier allemand, Olaf Scholz, a attendu que d'autres alliés occidentaux se positionnent, en particulier les Etats-Unis, avant de rejoindre le mouvement. Le social-démocrate, particulièrement prudent dans son soutien à l'Ukraine, s'y était opposé pendant des mois, craignant une escalade du conflit.

La décision enflamme les oppositions, d'extrême droite comme d'extrême gauche. Attaquer le territoire russe représente pour eux la ligne rouge des lignes rouges. L'AfD, die Linke et le nouveau venu BSW partagent un tropisme est-allemand, région qui conserve une perception plus bienveillante de la Russie de Vladimir Poutine, en raison – ou malgré, selon le point de vue – de quatre décennies dans l'orbite de l'Union soviétique (1945-1990).

> ***« Le chancelier capitule devant les va-t-en-guerre au sein de sa coalition. Engageons-nous pour la paix plutôt que de participer à la guerre »***

« Le chancelier capitule devant les va-t-en-guerre au sein de sa coalition », s'indigne Tino Chrupalla, co-chef du parti d'extrême droite AfD, « engageons-nous pour la paix plutôt que de participer à la guerre ». La formation à la ligne pro-russe, en perte de vitesse dans les sondages avec les casseroles trimballées par sa tête de liste pour les européennes, Maximilian Krah, a immédiatement confectionné un visuel pour surfer sur la vague : « qui vote pour la CDU, le SPD, les Verts, le FDP, vote pour la guerre ». L'horizon n'est pas seulement le scrutin du 9 juin. En septembre se tiendront trois élections régionales en ex-RDA (Saxe, Thuringe, Brandebourg), où le parti, dans le collimateur du renseignement intérieur allemand pour sa radicalisation, veut jouer les premiers rôles.

Ciblant les mêmes électeurs, le BSW n'est pas en reste. « Attaquer la Russie avec des armes allemandes ? Cela participera seulement à une escalade sans que la situation de l'Ukraine s'améliore. Olaf Scholz n'est pas un chancelier de la paix mais un risque de sécurité pour l'Allemagne », lance sa fondatrice, Sahra Wagenknecht, ancienne égérie de la gauche radicale socialisée en ex-RDA et qui mêle désormais populisme de gauche et conservatisme.

Opinion publique. Son ancien parti, die Linke, dénonce quant à lui « le franchissement d'une ligne qui n'aurait jamais dû l'être ». Les responsables russes ne se sont pas privés d'alimenter ces craintes. L'ancien président Dimitri Medvedev a réitéré la menace d'un recours à des armes nucléaires, brandie maintes fois depuis 2022.

La volte-face d'Olaf Scholz, réclamée par les écologistes et les libéraux au sein de sa coalition, bouscule son propre parti, qui met en avant son ancrage pacifique historique. Le SPD a d'ailleurs placardé en grand format le chancelier et la tête de liste, Katarina Barley, barrés du mot « paix », sur ses affiches de campagne pour les européennes. Le parti social-démocrate suit en cela une partie de l'opinion : le maintien de la paix en Europe est la première préoccupation (26%) des électeurs en Allemagne en vue du scrutin du 9 juin, selon le dernier baromètre DeutschlandTrend. L'expert en sécurité Carlo Masala, un des plus en vue du pays, n'a pas pu s'empêcher de s'enquérir ironiquement sur les réseaux sociaux, après l'annonce du feu vert de Berlin, du bien-être de Rolf Mützenich, le très pacifiste patron des députés SPD au Bundestag. Ce dernier est resté silencieux publiquement.

Numéro d'équilibriste. Par contre, le parlementaire Ralf Stegner, un autre porte-voix de la sensibilité pacifiste en interne, a choisi un numéro d'équilibriste : saluer la décision d'Olaf Scholz mais tenter de l'encadrer en en faisant une « décision ponctuelle » motivée par la défense de Kharkiv, cible d'une offensive des troupes de Moscou et bombardée depuis le territoire russe. Les Etats-Unis ont également circonscrit leur autorisation à la défense de la deuxième ville d'Ukraine. Le communiqué du gouvernement allemand a une portée plus large pourtant. Il renvoie au droit international, qui autorise un pays attaqué à cibler des sites militaires ou stratégiques sur le sol des assaillants.

Les inquiétudes des oppositions doivent être toutefois nuancées. La portée pratique de la décision de Berlin est limitée. Les armes fournies jusqu'ici par l'Allemagne (obusiers sur chenilles, chars et système de défense aérienne) ne se prêtent pas tellement à des frappes dans la profondeur. D'ailleurs, Olaf Scholz refuse toujours de livrer des missiles à longue portée Taurus. Toutefois, l'Allemagne va acheter pour Kiev trois lanceurs de roquettes multiples Himars, de fabrication américaine. Selon les projectiles utilisés, leur portée peut aller jusqu'à 300 kilomètres.

Luc André (à Berlin)

Son jugement dans l’affaire Stormy Daniels ne suffira pas à affaiblir le soutien des conservateurs chrétiens

Un Donald Trump condamné mais plus messie que jamais

Rédemption

Selon un sondage publié par Morning Consult après la condamnation de Donald Trump pour avoir acheter le silence d’une actrice pono, 49% des électeurs indépendants et 15% des républicains considèrent que l’ex-président devrait mettre fin à sa campagne. Pour autant, Joe Biden ne le devance que d’un tout petit point dans les intentions de vote pour la présidentielle de novembre.

Lola Ovarlez

« CLINTON n’est pas le seul homme politique d’un parti ou de l’autre à manquer de morale, mais il est le seul dans l’histoire américaine, à ma connaissance, à avoir été spécifiquement applaudi pour sa tromperie ». Lorsque le leader évangélique James Dobson écrit ces mots en 1998, après les révélations de la relation extraconjugale entre le président démocrate et Monica Lewinsky, Donald Trump est alors bien loin de la Maison Blanche. Incidemment, c’est cette année-là qu’il fait la rencontre de sa femme Melania.

26 ans plus tard, l’ex-président vient d’être condamné au pénal par un jury new-yorkais pour avoir tenté de dissimuler le versement de pots-de-vin à une ex-star du X, Stormy Daniels, en vue de passer sous silence une relation adultère justevant la présidentielle de 2016. Cela pourrait-il l’empêcher d’être réélu en novembre ? Non. Car si cette affaire, révélée en 2018, aurait dû choquer les conservateurs religieux comme James Dobson ou Gary Bauer, qui accusait Bill Clinton d’avoir « appris à nos enfants que le mensonge est acceptable, que la fidélité est démodée et que la morale ne compte pas », les leaders et activistes religieux ont choisi d’excuser le comportement de l’ex-président.

Donald Trump n’est qu’un « bébé chrétien », a rappelé James Dobson. Il mérite un « mulligan, un nouveau départ », a suggéré l’évangéliste Tony Perkins. « Il est un milliardaire, un bel homme, qui pouvait avoir toutes les femmes, et il l’a fait », mais il a su revenir sur le droit chemin en restant avec Melania Trump, plaide de son côté l’activiste Sandy Rios. Le monde à l’envers. L’ironie du procès de New York est que Donald Trump avait voulu étouffer le scandale par peur de perdre les votes des chrétiens il y a huit ans. Mais ces derniers « sont plus loyaux que jamais, juge le révérend Brian Kaylor. Ils ont passé huit ans à excuser sa mauvaise conduite, ils ne peuvent plus reculer. » Aujourd’hui, 80% des évangélistes blancs, le premier groupe religieux des Etats-Unis, affirment soutenir le républicain pour l’élection présidentielle de 2024, selon le Pew Research Center.

« Vrai homme ». Pire, Bradley Onishi, professeur de religions à l’université de San Francisco, considère même que l’affaire Stormy Daniels lui permet de renforcer son image auprès de cette droite chrétienne. « Ils estiment que Dieu a créé les hommes pour être des leaders et qu’il les a donc rendus agressifs, forts et sexuels. Quand Donald Trump faillit et trompe sa femme avec une actrice porno, il leur rappelle qu’il est un vrai homme et un vrai leader, tel que Dieu l’a voulu. »

Mais les évangélistes et conservateurs religieux ne considèrent pas Donald Trump comme un simple chef. Ils le voient surtout comme leur sauveur, leur messie. Le républicain est aujourd’hui comparé à des figures bibliques, tel le roi Cyrus de Perse qui a aidé à construire le Temple de Jérusalem. Parfois, il est même comparé… à Jésus. « Le président Trump n’est pas le premier homme de bien à être reconnu coupable dans un faux procès », a ainsi affirmé sur X l’influenceur évangélique Nick Adams, en légende d’une image montrant Jésus surplombant l’ex-président. Peu importe donc qu’il se conduise en milliardaire playboy ayant une aventure avec une star du porno. « Les évangélistes estiment que Dieu choisit parfois des hommes impies pour mener à bien ses missions », note Frederick Clarkson, analyste pour le think tank Political Research Associates. Il a, selon eux, eu raison de choisir Donald Trump. Après tout, il leur a offert ce qu’aucun président, pas même Ronald Reagan n’a su leur donner : la fin de l’arrêt Roe VS Wade sur l’avortement.



SIPA PRESS

Certains évangélistes comparent **Donald Trump** à des figures bibliques, tel le roi Cyrus de Perse ou même Jésus.

Selon le chercheur, le lien entre Donald Trump et ces conservateurs chrétiens est désormais plus profond que jamais. « Il n’est pas rare que les candidats et leurs partisans suggèrent, voire affirment carrément, qu’ils sont les candidats de Dieu. Dans le cas des évangélistes blancs et de Trump, leur soutien découle en partie de ce phénomène courant, mais il s’agit également d’un amalgame inhabituel entre le destin de la nation, au sens politique et religieux, et les perspectives électorales de Trump », remarque-t-il.

Sentiment de persécution. Leur lutte religieuse et civilisationnelle ne s’est en effet pas achevée avec la fin de l’avortement dans une dizaine d’Etats américains. Les conservateurs religieux, principalement blancs, font le récit, depuis deux décennies, d’un pays en pleine décadence. Les non-croyants et autres religions progressent en raison notamment d’une immigration jugée sans limites. Les valeurs familiales traditionnelles sont balayées par l’agenda woke et LGBT. Eux, dont les ancêtres ont fondé les Etats-Unis il y a trois siècles, ont le sentiment d’incarner une minorité persécutée, en danger – Donald Trump le premier.

Cette profonde crise identitaire « a commencé avec l’élection de Barack Obama en 2008, indique Bradley Onishi. Ils pensaient représenter leur pays, mais c’est finalement un homme noir, d’origine kényane, dont le deuxième prénom est Hussein, qui est arrivé à sa tête. » Joe Biden, bien que fervent catholique, a par la suite laissé les choses empirer en arrivant au pouvoir en 2020, selon les conservateurs religieux. Sous son mandat, le gouvernement est accusé d’avoir enfermé l’opposition, persécuté Donald Trump et censuré les voix dissidentes. Le Jour national de la visibilité des personnes transgenres est célébré pendant Pâques. Des foules pro-palestiniennes agitent les plus grandes villes et endoctrinent la jeunesse sur les campus. Les démocrates « sont en train de détruire la nation que Dieu a créée pour l’Evangile », résume ainsi le pasteur évangéliste Dutch Sheets sur X.

Face à Joe Biden, Donald Trump jure au contraire de sauver le pays en mettant fin à la persécution des chrétiens, à l’agenda woke, à la montée de l’islam et de ces migrants qui « empoisonnent le sang du pays ». Ses soutiens religieux le croient, alors ils prient et financent sa campagne pour le faire réélire. Mais ils sont aussi confrontés au fait que la moitié du pays refuse de le voir de retour à la Maison Blanche, cette même moitié qui s’inquiète de la réaction de la droite religieuse, surtout des plus extrêmes, en cas de défaite de Donald Trump. Selon Bradley Onishi, l’Amérique a déjà eu un aperçu de ces éventuelles conséquences le 6 janvier 2021. « L’assaut du Capitole n’était que le début. Que feriez-vous si le candidat choisi par Dieu ne gagne pas l’élection qu’on vous a promis ? », interroge-t-il.

@lolaovarlez

Sa participation surprise au Dialogue du Shangri-La, à Singapour, visait à rallier un maximum de soutiens hors d’Occident

Volodymyr Zelensky tente de réveiller l’Asie

En campagne

Volodymyr Zelensky a « regretté qu’un pays aussi puissant et indépendant que la Chine soit un instrument aux mains de Poutine », estimant que Pékin « s’efforce aujourd’hui d’empêcher des pays de venir au sommet pour la paix ».

Claude Leblanc

ALORS QUE LA SITUATION sur le terrain en Ukraine reste difficile, le président Volodymyr Zelensky s’est rendu à Singapour pour participer au Dialogue du Shangri-La, réunion annuelle centrée sur les questions de sécurité en Asie. Cette visite surprise souligne la détermination de Kiev à gagner le soutien de la communauté internationale dans la défense de l’Ukraine plus de deux ans après le début de l’invasion par les troupes russes.

Un peu plus d’un an après sa participation, elle aussi surprise, au sommet du G7 à Hiroshima, au Japon, ce nouveau déplacement sur le continent asiatique est d’autant plus symbolique et important que le dirigeant ukrainien a peu voyagé en dehors de son pays en guerre et, au début du mois, il a annulé ses engagements internationaux alors que ses troupes étaient mobilisées contre l’offensive surprise de la Russie à Kharkiv, dans le nord-est du pays. Mais s’il a tenu à se rendre dans la cité Etat, c’est que ce sommet annuel où les principaux responsables de la défense se réunissent lui offrait une occasion rare de les rencontrer pour défendre ses positions et sa vision du conflit, y compris auprès de la délégation venue de Chine, laquelle a approfondi ses relations avec Moscou depuis le début de la guerre.

Internationalisation. Annonçant son arrivée au sommet, le président ukrainien a déclaré sur X qu’il tiendrait « un certain nombre de réunions », notamment avec le secrétaire américain à la Défense, Lloyd Austin, le président et le Premier ministre de Singapour, le président du Timor-Oriental et des investisseurs singapouriens. Le Pentagone a confirmé la rencontre avec M. Zelensky et le ministre ukrainien de la Défense, Rustem Umerov, au Shangri-La « pour discuter de la situation actuelle sur le champ de bataille en Ukraine et pour souligner l’engagement des Etats-Unis à faire en sorte que l’Ukraine dispose de ce dont elle a besoin pour se défendre contre l’agression russe en cours ».

Après sa participation, vendredi à Stockholm, à un sommet des dirigeants d’Europe du Nord où il a déclaré que les « priorités absolues » de l’Ukraine étaient de garantir davantage de systèmes de défense aérienne et d’armes pour l’Ukraine, ainsi que « des efforts mondiaux pour forcer la Russie à faire la paix », la présence de Zelensky sur le sol asiatique confirme sa volonté d’internationaliser le conflit. Objectif : redonner un élan au soutien à l’Ukraine à deux semaines du sommet pour la paix qui sera organisé du 15 au 16 juin, en Suisse, à la demande de Kiev.



SIPA PRESS

Volodymyr Zelensky s’est déplacé à Singapour pour rappeler que le conflit n’était pas sans conséquence pour l’Asie.

Sa venue à Singapour vise ainsi à attirer l’attention des pays asiatiques à un moment où Moscou, profitant de sa dynamique sur le terrain, multiplie les interventions diplomatiques pour jeter le discrédit sur le sommet, qualifié de « cirque » par Vladimir Poutine dans la mesure où seuls les pays « respectant la souveraineté de l’Ukraine » ont été conviés. Jeudi, le ministère des Affaires étrangères chinois a déclaré que les demandes de la Chine pour le sommet n’avaient pas été satisfaites et qu’il serait « difficile d’y participer », rappelant ainsi que Pékin soutient le principe d’une conférence de paix internationale où la Russie et l’Ukraine seront reconnues et participeront de manière égale, et où toutes les propositions seront débattues de manière équitable ». En l’état actuel, il est donc fort probable que ce sommet en Suisse ressemble à une nouvelle réunion du camp occidental, puisque les principaux dirigeants du G7 s’y rendront, et que cela ne permette pas de créer un nouveau souffle pour aider l’Ukraine. Il était donc fondamental pour Volodymyr Zelensky de se déplacer à Singapour ne serait-ce que pour rappeler que le conflit ukrainien n’est pas sans conséquence pour l’Asie.

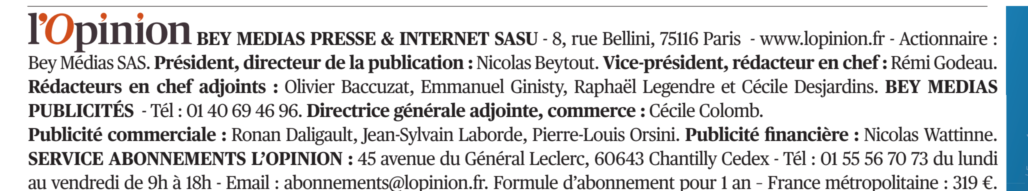
La Russie entretient des relations de plus en plus étroites avec la Corée du Nord, dont les gouvernements occidentaux pensent qu’elle a fourni des munitions aux forces russes au cours des derniers mois. Moscou et Pékin ont également renforcé leur partenariat stratégique, les Etats-Unis accusant la Chine de soutenir la base industrielle de défense russe par des exportations à double usage. Ces questions ont été évoquées lors d’une réunion, vendredi, entre Lloyd Austin et son homologue chinois, Dong Jun. Le secrétaire à la Défense lui a indiqué qu’il y aurait des conséquences si Pékin continuait à soutenir militairement la Russie. Dong Jun a déclaré que la Chine, qui revendique sa neutralité dans le conflit, avait honoré sa « promesse de ne pas fournir d’armes à l’une ou l’autre des parties au conflit » et qu’elle exerçait des contrôles stricts sur les exportations à double usage. Par ailleurs, l’invasion de l’Ukraine a réveillé les craintes d’une intervention chinoise à Taïwan alors que les Taïwanais ont confirmé leur attachement à une prise de distance avec la Chine en élisant pour la troisième fois consécutive un dirigeant considéré par Pékin comme « un indépendantiste ».

« Paix mondiale ». Dans ces conditions, le président ukrainien avait tout intérêt à se montrer à Singapour et à tenir un discours susceptible d’être audible par les Asiatiques, peu enclins à se laisser entraîner dans une autre confrontation. La diplomatie fonctionne, mais elle nécessite la volonté et le soutien de la communauté mondiale, a-t-il déclaré dimanche. « Nous sommes convaincus que notre monde veut être uni et capable d’agir en parfaite harmonie », a-t-il ajouté, rappelant que le sommet des 15 et 16 juin « ne portera même pas sur un soutien en armement ». « Il s’agit de soutenir la fin même de la guerre. Il s’agit de l’interrompre et de le faire dans toutes les régions », a-t-il déclaré.

L’intervention de Zelensky s’est déroulée lors de la dernière session plénière intitulée « Réimaginer des solutions pour la paix mondiale et la stabilité régionale », les termes « paix mondiale » ayant été ajoutés à la dernière minute pour justifier sa prise de parole. Il a révélé que son pays avait reçu la confirmation que 106 pays enverraient des représentants au sommet de la paix.

S’il a pu rencontrer plusieurs représentants asiatiques, dont le président élu indonésien, Prabowo Subianto, le dirigeant ukrainien souhaitait pouvoir s’entretenir avec la délégation chinoise avant son départ. Mais il était peu probable qu’il y parvienne dans la mesure où Pékin était à Singapour pour rappeler que « nous ne permettrons pas à quiconque de provoquer des conflits géopolitiques ou des guerres, chaudes ou froides, dans notre région. Nous ne permettrons à aucun pays ni à aucune force de créer des conflits et le chaos dans notre région ». Autrement dit, l’agenda chinois au Shangri-La se limitait à l’Asie, et rien d’autre.

@Japonline


l’Opinion **BEY MEDIAS PRESSE & INTERNET SASU** - 8, rue Bellini, 75116 Paris - www.lopinion.fr - Actionnaire : Bey Médias SAS. **Président, directeur de la publication :** Nicolas Beytout. **Vice-président, rédacteur en chef :** Rémi Godeau. **Rédacteurs en chef adjoints :** Olivier Baccuzat, Emmanuel Ginisty, Raphaël Legendre et Cécile Desjardins. **BEY MEDIAS PUBLICITÉS** - Tél : 01 40 69 46 96. **Directrice générale adjointe, commerce :** Cécile Colomb.
Publicité commerciale : Ronan Daligault, Jean-Sylvain Laborde, Pierre-Louis Orsini. **Publicité financière :** Nicolas Wattinne.
SERVICE ABONNEMENTS L’OPINION : 45 avenue du Général Leclerc, 60643 Chantilly Cedex - Tél : 01 55 56 70 73 du lundi au vendredi de 9h à 18h - Email : abonnements@lopinion.fr. Formule d’abonnement pour 1 an – France métropolitaine : 319 €.
IMPRESSION : Paris Offset Print (La Courneuve). Dépôt légal mai 2013 – ISSN : 2266-9922 / CPPAP : 1128 C 91894.
Papier produit à partir de fibres issues de forêts certifiées gérées durablement. Origine du papier : Norvège. Taux de fibres recyclées : 0%. Eutrophisation : Ptot 0,022 kg / tonne de papier


AUSTRALIEGAD - Banque Transatlantique - RCS Paris 302 695 937.
Pour investir dans ce
qui compte le plus : demain.
Créer des ponts vers des modèles responsables. Investissement durable, philanthropie, la Banque Transatlantique, banque de gestion privée depuis 1881, donne du sens à votre argent.
BANQUE TRANSATLANTIQUE
Un pont vers de nouveaux horizons

THE WALL STREET JOURNAL. & l'Opinion

DOW JONES 3 juin 2024 NE PEUT ÊTRE VENDU SÉPARÉMENT

La condamnation de Donald Trump relance la campagne présidentielle

Scandales à répétition, accusations de harcèlement sexuel et de malversations financières, deux procédures de destitution : Donald Trump a survécu à toutes les tempêtes. Mais résistera-t-il à une condamnation pénale ?

Jeudi soir, le jury du tribunal de New York où il comparaissait pour les malversations financières liées à l'affaire Stormy Daniels, l'a jugé coupable des 34 chefs d'accusation qui pesaient contre lui. Une première pour un ancien président des Etats-Unis. C'est désormais aux électeurs de rendre leur verdict. Mais une chose est sûre : M. Trump, probable candidat du camp républicain à la présidentielle du 5 novembre prochain, se servira du procès et des autres poursuites lancées contre lui pour rallier ses supporters.

L'ex-président n'a qu'une toute petite longueur d'avance dans les « battleground states », ces Etats décisifs pour le résultat de la présidentielle : la décision de la justice new-yorkaise rebat donc les cartes d'une campagne qui semblait au point mort, d'autant que les sondages montrent que les électeurs n'aiment ni le républicain ni son concurrent démocrate.

« C'est une honte, a affirmé l'ex-président après le verdict. Je suis un homme très innocent et tant pis, je vais me battre pour notre pays. » Pour lui, la décision des jurés est politique. Et gage de victoire en novembre. « On se battra jusqu'au bout et on gagnera, parce que là, notre pays, c'est l'enfer. » Il a également annoncé qu'il tiendrait une conférence de presse vendredi en fin de matinée dans sa Trump Tower de Manhattan.

« Le vrai verdict, c'est celui du peuple, le 5 novembre. Et le peuple sait ce qu'il s'est passé ici, tout le monde sait ce qu'il s'est passé ici », a-t-il poursuivi.

Après le prononcé du verdict, l'homme s'est rendu, comme prévu, à une levée de fonds dans une résidence privée de New York, selon un membre de son équipe de campagne. Une présence qui, selon cette personne, prouve que la volonté de M. Trump à gagner la présidentielle est intacte.

Michael Tyler, le directeur de la communication de la campagne de M. Biden a souligné que « personne n'est au-dessus des lois » et que « condamné ou pas, M. Trump sera le candidat du parti républicain à la présidentielle ». Pour lui, un deuxième mandat Trump serait synonyme « de chaos, de disparition des libertés et de violence politique » en Amérique. Sur X, le président Biden a déclaré qu'il n'existe qu'une seule manière « d'empêcher Donald Trump de s'asseoir dans le Bureau ovale : les urnes ».

La sentence sera prononcée le 11 juillet prochain, mais M. Trump est d'ores et déjà certain de faire appel. D'ici là, le 27 juin, les candidats Trump et Biden s'affronteront lors de leur premier débat et feront tout pour capter l'attention des électeurs qui se désintéressent de la course à la Maison Blanche. Mi-juillet, M. Trump assistera à la convention républicaine ; il aura alors choisi son colistier ou sa colistière. Il refuse pour le moment de se pencher sur la longue liste de personnalités potentielles mais, de sources proches du dossier, ses conseillers le poussent à s'en occuper maintenant que le procès est terminé.

Les Américains ne se formalisent plus vraiment du nuage de controverse qui accompagne l'ex-star de télé-réalité, dont la victoire à la présidentielle de 2016 a peut-être bouleversé à tout jamais la façon dont on fait de la politique. L'homme a surmonté d'innombrables obstacles pour l'emporter, y compris des accusations de harcèlement sexuel. Il a perdu en 2020 dans un pays ravagé par la pandémie de Covid-19 et, pour beaucoup, les émeutes du Capitole du 6 janvier 2021 devaient sonner le glas de son aventure politique. Chez les républicains, sa popularité s'est effondrée. Mais rien de tout

Lire TRUMP en page III



SIPA PRESS

L'ex-président américain au tribunal pénal de Manhattan, à New York, jeudi 30 mai, après avoir été reconnu coupable des 34 chefs d'accusation qui pesaient contre lui dans l'affaire Stormy Daniels.

L'offensive israélienne sur Rafah met l'Egypte dans une situation délicate

L'offensive israélienne sur Rafah, dans la bande de Gaza, accroit la pression sur le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi pour qu'il réagisse plus fermement face à un ancien adversaire avec lequel l'Egypte entretient depuis longtemps une paix froide, mais envers qui elle éprouve également une profonde méfiance.

Depuis qu'Israël a commencé à déployer des troupes le long de la frontière sud de Gaza ces dernières semaines, l'armée égyptienne a donné des instructions à ses soldats qui se trouvent à la frontière pour qu'ils ripostent en cas de tirs, selon des responsables égyptiens. Le Caire a prévenu Israël qu'il n'hésiterait pas à répondre militairement si sa sécurité était menacée, ajoutent-ils.

Tsahal ayant déclaré cette semaine contrôler les 14 kilomètres de la frontière sud de Gaza, les troupes israéliennes se trouvent désormais à quelques centaines de mètres seulement des positions des soldats égyptiens. Dans ces conditions, les risques d'erreur sont élevés.

Lundi, ces craintes se sont concrétisées lors d'un accrochage inhabituel à la frontière. Selon des responsables et un membre de leur famille, deux soldats égyptiens sont morts. L'épisode a suscité l'indignation dans le pays.

Les événements de cette semaine ont mis en lumière deux des pires craintes du gouvernement Sissi : que les combats s'étendent à l'Egypte et que la guerre de Gaza entraîne une révolte populaire dans le pays le plus peuplé du Moyen-Orient. Quelques petites manifestations pro-palestiniennes en Egypte faisaient déjà craindre aux responsables sécuritaires que le mécontentement de la population ne finisse par se retourner contre le gouvernement.

« Les récents événements sont une humiliation pour l'Egypte, affirme Michael Hanna, directeur du programme américain de l'International Crisis Group et spécialiste du pays. L'absence de réponse sera une source de frustration pour beaucoup de gens. »

Le ministère égyptien des Affaires étrangères n'a pas répondu à une demande de commentaire, tout comme son homologue israélien.

Israël assure que la maîtrise du côté gazaoui de la frontière avec l'Egypte était un objectif central de la guerre, afin d'empêcher le Hamas d'introduire clandestinement des armes dans la bande de Gaza. Le Caire réfute les accusations d'Israël selon lesquelles il ne fait pas

Lire EGYPTE en page II



SIPA PRESS

Des Egyptiens réunis lors d'une manifestation pro-palestinienne devant le bâtiment du Syndicat des journalistes au Caire, le 3 avril dernier.

Les Etats-Unis misent sur une nouvelle technologie solaire

Le plus gros investisseur dans le domaine de la fabrication de panneaux solaires américains est en passe d'adopter une nouvelle technologie visant à en réduire le coût de production, ce qui pourrait contribuer à la mise en place d'une chaîne d'approvisionnement hors de Chine dans un secteur crucial pour la transition énergétique.

Cette nouvelle technologie provient d'une start-up israélienne qui promet de simplifier une des démarches les plus fastidieuses de la production d'énergie solaire et de réduire les coûts en diminuant la quantité d'argent nécessaire sur les panneaux pour capter la lumière du soleil.

Cette start-up, appelée Lumet, a été créée par Benny Landa, le fondateur de l'entreprise qui a mis au point la première imprimante numérique, vendue à HP pour 830 millions de dollars au début des années 2000. Lumet travaille avec Bank of America pour lever des centaines de millions de dollars dans les prochains mois, affirme M. Landa.

Le conglomérat sud-coréen Hanwha Group affirme qu'il sera le premier à utiliser la technologie de Lumet. Qcells, filiale de Hanwha et l'un des plus grands producteurs de panneaux solaires hors de Chine, est en train de construire une chaîne logistique solaire de plusieurs milliards de dollars en Géorgie. L'entreprise compte sur les économies et les gains de performances qu'elle réalisera pour l'aider à rivaliser avec les produits à bas coût du plus grand producteur du monde.

Qcells devrait figurer parmi les plus gros bénéficiaires potentiels des avantages prévus par la loi américaine sur le climat de 2022 et de l'augmentation des droits de douane sur les cellules photovoltaïques chinoises annoncée récemment. L'entreprise vient d'annoncer qu'elle fermait son unique usine sur le sol chinois.

Les panneaux solaires chinois peuvent être moitié moins chers que les autres, expliquent les spécialistes du secteur, ce qui met la pression sur les entreprises pour qu'elles réduisent leurs coûts. « Nous savons que nous ne pouvons pas nous appuyer sur les barrières commerciales ou les subventions pour nous rendre compétitifs » a déclaré Danielle Merfeld, directrice en charge des nou-

Lire SOLAIRE en page II

Edited from the original

EGYPTE

Suite de la page I

assez pour lutter contre la contrebande d'armes. Le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a également déclaré que la campagne de Rafah visait à détruire les forces militaires du Hamas encore présentes dans la région.

Depuis le début, la guerre a également pesé sur l'économie égyptienne, déjà mise à rude épreuve. Les recettes du canal de Suez ont chuté en raison de la réduction du trafic due aux attaques des rebelles yéménites sur les routes maritimes de la mer Rouge

Malgré quelques menaces voilées, l'Egypte exclut, pour l'instant, toute action militaire contre Israël et opte pour ce que les autorités appellent une stratégie d'endiguement, destinée à accroître progressivement la pression sur Israël. Cette politique consiste notamment à conditionner la réouverture du point de passage de Rafah – une voie vitale pour l'acheminement de l'aide humanitaire vers Gaza depuis l'Egypte – au retrait de l'armée israélienne de la région et à la restitution du contrôle du point de passage aux Palestiniens, ainsi qu'à s'être associée à une procédure accusant Israël de génocide devant la Cour internationale de justice – une accusation que l'Etat hébreu conteste. Si cela ne donne rien, le gouvernement du Caire gèlera entièrement ses relations avec Israël, selon des responsables égyptiens.

Au cours de la guerre, Israël a salué le rôle de médiateur qu'a joué l'Egypte avec le Hamas lors des pourparlers qui ont conduit à la libération de plus de 100 otages. Ces derniers avaient été faits prisonniers lorsque le mouvement palestinien, classé terroriste par les Etats-Unis, avait attaqué Israël et tué plus de 1200 personnes, principalement des civils, selon les responsables israéliens. Après une décennie marquée par le déclin de l'influence régionale égyptienne, M. Sissi « a passé les huit derniers mois à utiliser cette crise pour prouver l'importance diplomatique de son pays », indique Timothy Kaldas, directeur adjoint de l'Institut Tahrir pour la politique du Moyen-Orient, un groupe de réflexion basé à Washington.

Depuis le début, la guerre pèse également sur l'économie égyptienne, déjà mise à rude épreuve : les recettes du canal de Suez ont chuté en raison de la réduction du trafic due aux attaques des rebelles yéménites sur les routes maritimes de la mer Rouge. Le gouvernement a récemment annoncé une augmentation des prix du pain subventionné et une dévaluation de sa monnaie, des mesures qui ont durement touché les Egyptiens pauvres et de la classe ouvrière.

La population est de plus en plus mécontente du déroulement de la guerre, alors que le nombre de morts palestiniens s'alourdit. L'offensive israélienne à Gaza a tué plus de 36000 Palestiniens, pour la plupart des civils, selon les responsables palestiniens – ces chiffres ne précisent pas la part de combattants.

L'Egypte a été le premier Etat arabe à reconnaître Israël. Après une série de guerres, les deux pays ont développé un important partenariat en matière de sécurité depuis 1979, l'Egypte devenant la pierre angulaire de la stratégie d'Israël pour se faire accepter au Moyen-Orient. Les agences de sécurité des deux pays ont travaillé en étroite collaboration, en particulier au cours de la dernière décennie sous Sissi, échangeant des renseignements pour tenter de vaincre les extrémistes de l'Etat islamique dans la région égyptienne du Nord-Sinaï.

Mais les relations ont toujours été publiquement froides et ne se sont jamais étendues aux populations israélienne et égyptienne, qui ne voyagent que peu dans l'autre pays et font peu d'affaires ensemble.

Le point d'ignition le plus récent s'est produit au début du mois de mai, lorsque l'armée israélienne a ignoré les avertissements égyptiens contre le lancement de son opération à Rafah.

Israël n'a prévenu l'Egypte que quelques heures à l'avance d'une opération imminente, au cours de laquelle le pays a pris le contrôle du côté gazaoui du poste-frontière de Rafah avec l'Egypte, déclarent des responsables du Caire. Le gouvernement égyptien a fermé son côté du point de passage en signe de protestation et a menacé de réduire sa représentation diplomatique en Israël.

Une série de petites manifestations en Égypte a renforcé les craintes des responsables de la sécurité du pays, qui redoutent que toute agitation ne se retourne contre le gouvernement



SIPA PRESS

Le président égyptien, Abdel Fattah al-Sissi - ici en juin 2023 –, a appelé, jeudi 30 mai, la communauté internationale à empêcher tout déplacement de Gazaouis par « la force ».

Les autorités égyptiennes affirment que la présence des forces israéliennes dans la zone située le long de sa frontière viole les termes du traité de paix de 1979, qui limite le nombre de troupes que les deux pays peuvent déployer près de leur frontière commune. Le traité interdit à Israël de déployer des chars, des pièces d'artillerie et des armes antiaériennes sur une étroite bande de territoire le long de la frontière avec l'Egypte.

Un haut fonctionnaire israélien assure, de son côté, que l'Etat hébreu « agit en légitime défense et ne viole aucun accord ».

« Israël comprend-il pleinement la signification des avertissements de l'Egypte concernant une entrée à Rafah ? Choisira-t-il cette option au détriment de la paix qui dure depuis quarante-cinq ans ? », a déclaré Diaa Rashwan, porte-parole du gouvernement égyptien, lors d'une interview accordée en avril à la chaîne d'information panarabe al-Arabiya.

Ces dernières semaines, les chefs militaires égyptiens se montrent particulièrement préoccupés par la présence de forces israéliennes à proximité de conscrits égyptiens, à la formation souvent sommaire, le long de la frontière. L'armée égyptienne a commencé à procéder à une rotation de ses soldats à intervalles rapprochés afin d'éviter un scénario dans lequel ils pourraient en venir à décider eux-mêmes d'ouvrir le feu sur les forces israéliennes.

Ces précautions n'ont pas permis d'éviter l'échange de tirs mortel lundi. L'armée égyptienne a reconnu la mort d'un seul soldat et a déclaré qu'elle enquêtait sur l'incident, tout en minimisant publiquement l'incident, preuve de l'importance des enjeux pour M. Sissi.

La mort d'un deuxième soldat a finalement été confirmée par un parent et par les autorités égyptiennes. Lors de ses funérailles dans la province rurale du Fayoum, au sud du Caire, un imam a entraîné la foule dans des prières contre les « traîtres sionistes » et pour soutenir les « moudjahidines de Palestine », selon l'enregistrement issu d'une retransmission en direct des funérailles.

La série de petites manifestations qui a suivi dans le pays renforce les craintes des responsables sécuritaires locaux, qui redoutent que toute agitation ne se retourne contre le gouvernement. Depuis l'arrivée au pouvoir de M. Sissi à la suite d'un coup d'Etat en 2013, les autorités ont emprisonné des milliers de personnes afin d'essayer de mettre fin à la période de manifestations et de troubles populaires ayant suivi la révolution de 2011, qui avait chassé le président de l'époque, Hosni Moubarak.

Les autorités égyptiennes ont arrêté 120 personnes dans le cadre de manifestations propalestiniennes depuis le début de la guerre, selon une liste de détenus établie par la Commission égyptienne pour les droits et les libertés, une ONG basée au Caire.

« Même si l'on éprouve de la sympathie pour les Palestiniens en général, on craint de basculer dans une situation de guerre, et tout le monde y pense », résume Mohamed Lotfy, directeur exécutif de la Commission.

Jared Malsin et Summer Said

(Traduit à partir de la version originale en anglais par Samuel Oberman)

SOLAIRE

Suite de la page I

velles technologies chez Qcells, lors d'une interview. « Nous devons continuer à innover. »

La chute des coûts a fait de l'énergie solaire une des sources d'énergie les moins chères et qui connaît la plus forte croissance au monde. De nouveaux progrès pourraient réduire la dépendance aux énergies fossiles pour répondre à la demande croissante en électricité et contribuer à limiter le changement climatique.

Les panneaux solaires ne représentent qu'une petite partie des coûts totaux des projets, mais les plus gros postes comme le coût de la main-d'œuvre, les autorisations et les dépenses de financement, sont moins flexibles

Les panneaux solaires ne représentent qu'une petite partie des coûts totaux des projets, mais les plus gros postes comme le coût de la main-d'œuvre, les autorisations et les dépenses de financement, sont moins flexibles.

Les principaux constituants des panneaux solaires sont les plaquettes de silicium polycristallin, ou wafers, traitées avec des produits chimiques et de l'argent pour produire des cellules capables de récupérer l'énergie du soleil. Ces cellules sont connectées pour composer des modules.

L'étape utilisant de l'argent et revisitée par Lumet s'appelle la métallisation ; c'est une des plus coûteuses du processus d'assemblage de cellules. Ce dernier utilise des techniques de sérigraphie consistant à racler une pâte d'argent à travers un tamis, un peu à la manière d'un pochoir, avant de la faire sécher. L'argent recouvre très finement la cellule et forme des collecteurs, des « doigts » qui vont capter la lumière du soleil.

Rendre ces doigts aussi fins et efficaces que possible est un facteur essentiel pour la réduction des coûts du solaire, car l'argent coûte cher. Les prix de ce métal précieux ont récemment atteint leur plus haut niveau en plus de dix ans – plus de 32 dollars l'once troy – ce qui s'explique notamment par la forte demande dans le secteur de l'énergie solaire.



SIPA PRESS

Qcells, filiale du conglomérat sud-coréen Hanwha, planche sur une chaîne logistique solaire de plusieurs milliards de dollars en Géorgie, aux Etats-Unis.

Les techniques de sérigraphie actuelles ont atteint leurs limites, estime Lumet. Celle utilisée par l'entreprise consiste à recouvrir la surface de films plastiques d'une pâte d'argent selon des motifs précis.

Ce film est ensuite appliqué sur des cellules solaires préchauffées. Les hautes températures font adhérer le motif à la cellule de sorte que le film peut ensuite être décollé. Le processus peut produire des doigts en argent plus fins utilisant moins de métal et disposés de manière à augmenter la quantité de lumière captée par chaque cellule, rapporte Lumet. L'élimination des volumineux équipements de sérigraphie et de séchage et l'automatisation du processus avec une seule machine permet de faire des économies et des gains de performance pour chaque cellule.

L'entreprise est en négociation avec d'autres potentiels clients et envisage d'implanter des usines aux États-Unis et en Chine pour lancer la production l'année prochaine, explique M. Landa.

Qcells teste le processus de Lumet depuis neuf mois et est en pourparlers avec l'entreprise depuis deux ans. Qcells a refusé de faire des commentaires détaillés sur le moment où elle déploierait cette technologie dans des usines précises et sur ses perspectives globales de réduction de coûts.

Son programme de chaîne d'approvisionnement en Géorgie, qui a coûté 2,5 milliards de dollars, devrait être achevé d'ici la fin de l'année et fournira de gros clients comme Microsoft.

Les nouvelles installations d'assemblage de modules sont opérationnelles, la production de lingots et de plaquettes devrait commencer en septembre et celle de cellules en décembre, selon Mme Merfeld.

Amrith Ramkumar

(Traduit à partir de la version originale en anglais par Bérengère Viennot)

Edited from the original

TRUMP

Suite de la page I

cela n'a duré et les condamnations dans de multiples affaires ont même renforcé la motivation de ses électeurs les plus fidèles. Lors des primaires, M. Trump a terrassé près d'une quinzaine de concurrents.

Son arrogance et ses meetings décomplexés ne surprennent désormais plus personne et ni les décisions de justice ni ses propos parfois outranciers ne semblent repousser les électeurs.

« Ces six dernières semaines, d'autres jurys que ceux qui siègent dans les tribunaux – les électeurs des Etats décisifs – ont observé Trump, affirme Scott Reed, stratège républicain. Et même s'il transgresse une nouvelle norme politique, le soutien dont il bénéficie ne cesse de croître. » « Plus Trump va loin dans la controverse, plus les électeurs semblent ignorer le sensationnalisme et se dire que, vraiment, tout allait mieux quand il était président », ajoute-t-il.

Quoi qu'il en soit, le message de campagne ne changera pas. Les poursuites judiciaires font même partie des atouts charme de Donald Trump auprès des électeurs

Notamment en matière d'économie, sujet phare pour les Américains. Des sondages révèlent en effet que les électeurs trouvent que leur situation économique était meilleure sous la présidence Trump alors que, depuis que M. Biden est au pouvoir, l'emploi a connu une forte croissance et la bourse s'est envolée. Mais l'inflation reste un problème. Sur la question de l'économie et de la hausse des prix, les Américains font plus confiance à M. Trump qu'à M. Biden, avec un écart de 14 points de pourcentage, selon un récent sondage ABC New/Ipsos. Le président sortant a toujours du mal à rester populaire auprès de l'électorat noir et hispanique, mais aussi des jeunes.

Dans les Etats décisifs, M. Trump possède une avance modeste et constante, qui n'a pas reculé pendant son procès. Ces dernières semaines, les petits dons ont afflué et, pour la première fois depuis le mois d'avril, ses levées de fonds ont dépassé celles de M. Biden. Les grands bailleurs de fonds républicains qui avaient financé d'autres candidats à la primaire ou s'étaient jusque-là abstenus de sortir le chéquier continuent eux aussi de se rallier à sa cause.

Jeudi, pendant que les jurys délibéraient, la milliardaire Miriam Adelson a fait savoir qu'elle allait verser de l'argent à Preserve America, un comité d'action politique qui soutient Trump et prévoit de lever plus d'argent qu'en 2020 (où il avait réussi à mobiliser 100 millions de dollars). Mme Adelson et son défunt mari, Sheldon Aldelson, sont de fervents défenseurs d'Israël. Il y a quatre ans, ils avaient fait don de 90 millions de dollars. Le site Politico avait annoncé ce projet avant l'annonce officielle.

Quoi qu'il en soit, le message de campagne ne changera pas. Les poursuites judiciaires font même partie des atouts charme de M. Trump auprès des électeurs. Il se présente alors comme une victime des manigances démocrates. « Si on me poursuit, c'est pour vous », affirme-t-il souvent lors des meetings. Il a également régulièrement qualifié son procès de « procès Biden ».



SIPA PRESS

Des électeurs se sont réunis devant la Trump Tower, à New York, jeudi 30 mai, pour manifester leur soutien au candidat républicain.

Rien ne prouve, pourtant, que le président Biden ait joué un rôle dans les enquêtes, parmi lesquelles figurent des investigations fédérales sur la contestation des résultats du scrutin de 2020 et la mauvaise gestion de documents classifiés. Victimes des délais de procédures, ces affaires, ainsi que les accusations d'ingérence dans des élections en Géorgie, ne devraient pas être jugées avant le mois de novembre, ce qui est d'ores et déjà une victoire pour M. Trump.

Brian Hughes, porte-parole de sa campagne, a déclaré que le dispositif de levée de fonds en ligne avait été perturbé, dans les minutes qui ont suivi le verdict de jeudi, par le « nombre record » de supporters ayant tenté de faire un don.Peu après l'annonce, l'équipe de campagne a envoyé un e-mail aux supporters de l'ex-président, qui s'y décrit comme « prisonnier politique », pour demander des fonds.

Les grands noms du parti républicain ont eux aussi fait bloc. Mike Johnson, le président de la Chambre des représentants, a estimé qu'il s'agissait « d'un jour de honte pour l'histoire américaine », tandis que Kari Lake, candidate à un poste au Sénat, qualifiait la décision « d'exemple flagrant d'ingérence électorale et d'atteinte pure et simple à l'Etat de droit ».

Brendan Boyle, élu démocrate à la Chambre des représentants, a lui déclaré que M. Trump « devait finir en prison, pas à la Maison-Blanche ».

Certains sondages indiquent qu'une petite partie des électeurs républicains pourraient changer d'avis sur M. Trump s'il est condamné, ce qui pourrait poser problème puisque la course à la Maison Blanche s'annonce serrée. Un sondage NPR/PBS NewsHour/Marist publié jeudi montrait que 67% des électeurs disaient qu'une condamnation ne changerait rien à leurs intentions de vote, tandis que 17% des personnes interrogées indiquaient qu'elle leur donnerait moins envie de voter Trump.

Susie Wiles et Chris LaCivita, qui conseillent l'ex-président et dirigent sa campagne, soulignent de leur côté que le procès n'a pas fait changer les électeurs d'avis, et que l'économie et l'inflation restent les deux sujets phares.

« Dans nos Etats clés, les électeurs se sont d'ores et déjà fait un avis sur le procès, écrivait le duo dans une note, citant des sondages internes. L'essentiel des électeurs, et nos supporters plus encore que les autres, estiment que ce procès est politique et qu'une condamnation serait le résultat d'une démonstration biaisée. Les électeurs de Biden sont de toute façon convaincus que le président Trump est coupable, et ceux qui sont entre les deux ont globalement tendance à ne pas s'y intéresser et à ne pas baser leur vote sur le verdict. »

Ces derniers jours, l'équipe de M. Biden s'est demandé comment gérer le verdict, élaborant des plans en fonction des différentes issues possibles. Les débats ont notamment porté sur le fait de qualifier ou non M. Trump de « criminel condamné par la justice » si tel devait être le cas.

Depuis quelques jours, M. Biden et son équipe se montrent plus virulents vis-à-vis du républicain. En début de semaine, M. Tyler, le directeur de campagne du président sortant, a organisé une conférence de presse surprise devant le tribunal. Aux côtés de l'acteur Robert De Niro et de deux ex-policiers mobilisés lors des émeutes du 6 janvier, il a estimé que M. Trump était un danger pour l'Amérique.

Pour l'équipe Trump, il s'agit d'une preuve que l'ex-président est victime d'un complot politique. Si l'événement a été largement relayé dans les médias, il a aussi fait tiquer certains démocrates.

« Peut-être que Biden a choisi ce moment dans la perspective du verdict, pour qu'une fois Trump condamné ou acquitté, l'attention se refocalise sur d'autres thèmes, a estimé David Axelrod, ancien stratège de Barack Obama, sur CNN. Mais le temps manque alors qu'il faudrait que l'équipe élabore un message simple, cohérent et parlant, qui permettra au match de se jouer selon les règles du président. »

Alex Leary

(Traduit à partir de la version originale en anglais par Marion Issard)

Etats-Unis : les restaurants abandonnent les menus QR code

Il n'y a pas si longtemps, les menus QR code étaient la solution idéale pour les restaurants désireux d'accélérer le service sans embaucher davantage de serveurs. Puis des clients se sont plaints.

Certains disent devoir plisser les yeux pour comprendre ce qu'ils commandent. D'autres s'inquiètent du respect de la vie privée. Enfin, certains refusent la technologie elle-même ou estiment qu'elle nuit à l'ambiance haut de gamme d'un restaurant.

Lors d'un récent brunch à Las Vegas, Oz du Soleil est parti avant de commander son moka latte habituel à cause du menu QR code. Il explique que naviguer dans le menu QR code sur son téléphone lui donne l'impression de travailler et qu'il s'inquiète de la protection de sa vie privée. « C'est un peu comme une caisse automatique ou un montage de meubles Ikea », explique ce formateur en informatique de 59 ans.

Face à ces plaintes, de nombreux restaurants servant à table font marche arrière et abandonnent les QR codes au profit de menus papier. Certains établissements maintiennent plusieurs modèles où les QR codes jouent un rôle secondaire. Ils peuvent alors donner accès à des détails supplémentaires sur le menu, à des événements spéciaux ou à des moyens de payer l'addition.

« Dans le secteur de la restauration, le menu QR code est considéré comme un peu vulgaire », explique Teddie King, directeur des opérations chez Zuma, une chaîne de restaurants japonais qui compte quatre établissements aux Etats-Unis. Connu pour ses fruits de mer raffinés et son bœuf haut de gamme, Zuma a cessé de faire figurer des QR codes sur les menus il y a deux ans, mais les utilise toujours pour les événements spéciaux. De nombreux clients avaient demandé le retour des menus imprimés.



SIPA PRESS

Lancer les menus avec QR code était la solution idéale pour les restaurants désireux d'accélérer le service sans embaucher davantage de serveurs.

PAS FAN DU SCAN

Les réactions négatives sont parfois liées à la génération des clients.

Au Farm Bar, un restaurant de Chicago qui possède deux établissements, seul l'un d'entre eux a cessé de proposer des QR codes. Les clients de l'autre établissement, situé dans le quartier de Lakeview, sont plus jeunes et apprécient le service plus efficace qu'ils obtiennent avec eux, explique Joshua Hampton, un serveur qui travaille dans les deux établissements. Le plus grand obstacle est parfois de demander aux clients de sortir leur téléphone. « Le plus dur, c'est de commencer à utiliser la technologie », assure M. Hampton.

Dans l'établissement où les clients sont plus âgés, il leur apporte une tablette s'ils ont du mal à accéder au menu sur leur téléphone.

Les menus accessibles uniquement par smartphone facilitent le remplacement des plats ou l'ajustement des prix, explique Rich Fox, propriétaire exploitant du Yes Parade Restaurant Group, à Seattle.

Mais les codes contrarient les clients, les propriétaires et les employés des douze restaurants de l'entreprise. L'utilisation de menus QR code dans ses restaurants dirigés par un chef a fait baisser l'addition moyenne de 10%, car les convives ne scrollaient souvent pas sur toutes les offres. Ce qui, par effet d'enchaînement, a diminué les pourboires des serveurs.

Certains restaurants du groupe, dont Sabine, ont donc adopté une approche hybride : les clients reçoivent des menus imprimés pour le dîner, mais le restaurant utilise un QR code pour la clientèle du déjeuner qui commande initialement au comptoir et veut repasser commande sans se lever.

UTILISATIONS DE NICHES

Flour + Water, un restaurant de San Francisco à la cuisine italo-californienne, met toujours un QR code sur sa carte des vins imprimée. Les serveurs apprennent à guider les convives à travers la carte des vins. Ceux qui souhaitent obtenir davantage d'informations peuvent lire les notes de dégustation du directeur boissons, Sam Bogue, et consulter une carte de chaque région viticole ainsi que des détails sur les différents producteurs. Environ 100 personnes profitent de ces possibilités chaque mois.

« Il s'agit d'informations plus précises. Il ne s'agit pas d'un outil destiné à tous les clients », précise M. Bogue.

La moitié des personnes interrogées dans le cadre d'une enquête réalisée en janvier estiment que l'utilisation de QR codes ne les inciterait pas à se rendre plus souvent dans un restaurant, selon les données de Technomic, une société d'études de marché. En 2022, 88% des consommateurs préféraient les menus sur papier lorsqu'ils mangeaient à table au restaurant, selon la société.

« Ce ne sont pas seulement les clients plus âgés qui résistent à l'utilisation des QR codes, déclare Nicolas Geeraerts, directeur général des restaurants John Fraser, basés à New York. Même les consommateurs les plus jeunes et les plus à l'aise avec la technologie ont parfois du mal à naviguer dans les menus en format PDF, qui étaient parfois difficiles à comprendre. Nous avons constaté que nous commencions à nous aliéner les gens. »

Le groupe de restauration a entièrement renoncé aux menus en ligne dans ses établissements de haute gastronomie, tout en continuant à les utiliser dans ses établissements plus décontractés. Iris, un établissement méditerranéen de New York, utilise des menus papier. Iris Mezze, qui vient d'ouvrir un service de livraison et de vente à emporter, a, lui, commencé à utiliser des QR codes pour accélérer les commandes.

A Seattle, Alex Sourov, 49 ans, dit qu'il préfère utiliser le QR code pour payer, mais qu'il veut consulter un menu imprimé au début du repas. Bien qu'il puisse être ennuyeux de sortir son téléphone à ce moment-là, ce professionnel du logiciel à la retraite souhaite pouvoir passer à la caisse sans attendre que le serveur utilise sa carte de crédit. « Vous avez terminé et vous voulez sortir », dit-il.

Lisa Limb, associée gérante de trois restaurants japonais Nami Nori à New York et dans le New Jersey, a eu de « longues discussions » sur l'abandon des menus QR code. Quelques années après avoir adopté l'innovation, le restaurant relance les menus imprimés.

Selon M. Limb, le fait que les menus soient disponibles à tout moment sur la table crée une expérience similaire à celle d'un QR code. Certains clients ne veulent pas les voir disparaître.

Phil Armstrong, 38 ans, préfère commander en ligne, ce qui lui permet d'éviter le personnel de service. Pressé d'assister à un récent match de baseball des Reds de Cincinnati, le photographe a trouvé plus simple de commander en ligne plutôt que d'interpeller un serveur. De plus, les interruptions en milieu de repas peuvent devenir gênantes lorsque l'on dîne avec des amis. « Je n'ai pas forcément besoin qu'on me demande neuf fois comment je vais », ajoute-t-il.

Alina Dizik

(Traduit à partir de la version originale en anglais par Samuel Oberman)

Edited from the original

Conférences *by l'Opinion*



Nourrir la planète :
Comment réarmer la ferme France ?

CONFÉRENCE EN PRÉSENTIEL

Jeudi 27 juin 2024 de 9h à 12h, Paris 16e

Avec la participation de :



Sébastien Abis
Directeur, club Demeter



Michel Biero
Président, Lidl France



Thierry Blandinières
Directeur général, InVivo



Audrey Bourolleau
Fondatrice de Hectar



Christoph Büren
Président,
Groupe Vivescia



Nicolas Chabanne
Fondateur de la démarche
« C'est qui le patron ? »



Marc Fesneau
Ministre de l'Agriculture
et de la Souveraineté
alimentaire



Emélie Halle
Responsable
de l'approvisionnement
durable, Saipol



Jean-François Loiseau
Président, Intercéréales



Arnaud Montebourg
Ancien ministre,
entrepreneur



Agnès Pannier-Runacher
Ministre déléguée auprès
du ministre de l'Agriculture
et de la Souveraineté
alimentaire



Yves Picquet
Président, Bayer France et
directeur, Crop Science France

I. formatio. s et i. scriptio. s gratuites : www.lopi. io. .fr/eve. eme. ts

En partenariat avec :









